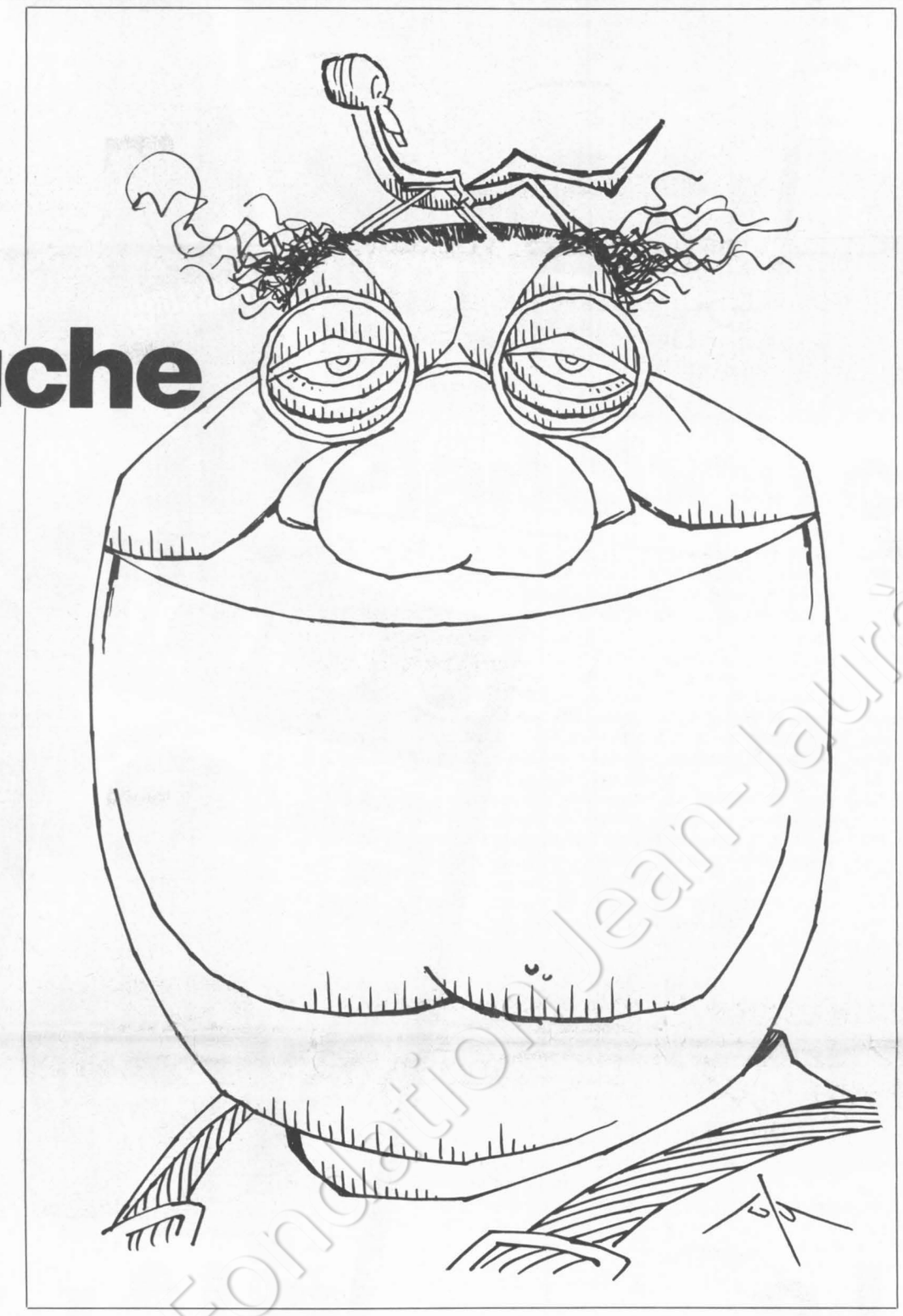
l'unité

M 2805 - N° 400 - 6 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 21 novembre 1980

La France de Giscarluche



PAR CLAUDE ESTIER

IL y aurait donc une « France de Coluche » ! Du moins « le Nouvel Observateur » nous invite-t-il à le croire en nous précisant même qu'une proportion importante de ses lecteurs, interrogés par téléphone, ont déclaré en faire partie. Jean Daniel a beau exprimer sa crainte « de cautionner ce qui pourrait dégénérer rapidement en un mouvement de pure vulgarité anti-politique », ce renfort aussi inattendu que consternant a été aussitôt utilisé par tous ceux qui s'efforcent de détourner les Français de ce qu'ils appellent les « jeux politiciens », c'est-à-dire, parlons clairement, ceux dont la mission est de servir la candidature de Valéry Giscard d'Estaing, encore non déclarée mais quotidiennement présente.

Je n'ai rien contre Coluche, dont le métier est de faire rire et qui parfois y réussit. Mais c'est faire injure aux millions de Françaises et de Français, que le Pouvoir actuel exploite et méprise, que de prétendre qu'ils attendent d'un comique professionnel une réponse aux problèmes qui les angoissent et qui s'appellent chômage, hausse des prix, inégalités, insécurité, menaces sur les libertés. Il se trouve peut-être des intellectuels dits de gauche pour se réjouir de ce qui n'est pas autre chose qu'un gag publicitaire bien monté. Ils prouvent par là même qu'ils sont bien installés dans la monarchie giscardienne et qu'ils ne songent guère à en sortir.

Effet Coluche, bombardement de sondages — on en est presque à un par jour —, tout est mis en œuvre pour conditionner l'opinion à l'idée que le président sortant ne peut être battu, que c'est déjà un fait acquis et que tout le reste n'est que vaine agitation. Idée servie jour après jour par Georges Marchais qui vient à nouveau de démontrer que son unique cible est le candidat du Parti socialiste, c'est-à-dire le seul qui soit en position de porter les espoirs de changement. Dans sa hargne contre François Mitterrand, la direction du P.c.f. en vient même par la plume de Roland Leroy, qui n'aura décidément répugné devant aucune besogne, à regretter le temps de Guy Mollet et à s'empêtrer dans une falsification de l'Histoire qui ne fait que souligner l'incohérence de son parti.

Tout cela est admirablement orchestré pour détourner nos concitoyens d'un certain nombre de faits sur lesquels on ne souhaite évidemment pas qu'ils réfléchissent.

Le premier de ces faits est la fragilité même de Giscard d'Estaing, qui sait, lui, combien il est atteint par des affaires qui, en d'autres temps et si l'information n'était pas aussi bâillonnée, auraient depuis longtemps provoqué une immense colère populaire. Si l'on martèle si fort sur le thème de l'invulnérabilité de Giscard, c'est précisément parce qu'il est vulnérable et que sa réélection est loin d'être acquise. C'est d'ailleurs ce que pensent beaucoup d'observateurs étrangers, diplomates et journalistes, étonnés par la nervosité dont fait preuve le Pouvoir dès que sont évoquées les affaires en question.

Je ne sais pas, d'autre part, ce qu'il faut penser des rumeurs insistantes suivant lesquelles le Premier ministre prendrait actuellement ses distances avec le chef de l'Etat. Tout se passe en tout cas comme si Raymond Barre voulait faire savoir, à toutes fins utiles, qu'il ne faut pas le confondre avec Giscard d'Estaing.

Pour en revenir aux sondages, je conseille à nos lecteurs de conserver soigneusement ceux qui donnent aujourd'hui au président sortant 59 ou 60 % des suffrages. On en reparlera dans quelques mois et on se souviendra en attendant qu'à l'apogée de son pouvoir, le général de Gaulle, qui représentait quand même autre chose, n'avait pas dépassé 55 % avant d'être, quatre ans plus tard, mis en minorité. J'ajouterai que si ces sondages sont faits pour décourager François Mitterrand, ils manquent leur but : « Je n'ai jamais, dit-il, été placé si haut au départ ! »

Un second fait est que c'est bien vers le Parti socialiste que se tournent d'abord ceux et celles qui veulent en finir avec le pouvoir actuel. On l'a encore vu dimanche dernier à l'occasion de consultations partielles, notamment en Côte-d'Or et dans le Bas-Rhin (1), qui ont été l'occasion de progressions sensibles du P.s. et de ce que « le Monde » appelle « de sérieuses déceptions pour le P.c.f. ». Nous verrons dimanche prochain, à l'occasion des législatives qui doivent se dérouler dans sept circonscriptions, qui ne constituent d'ailleurs pas un échantillon représentatif de l'électorat français, si ce mouvement se confirme, ce que laissent prévoir les échos recueillis sur place à quelques jours du scrutin.

Quoi qu'il en soit, les militants socialistes n'ont aucune raison de se laisser atteindre par la campagne multiforme qui vise à saper leur moral en leur faisant croire que tout est joué. Le combat qui s'engage est certes le plus difficile qui soit. Mais tout montre qu'il ne peut être gagné ni par Marchais ni par Coluche, mais par l'immense rassemblement populaire qui se fera autour du candidat socialiste. Parce que nous sommes à l'avant-garde de ce rassemblement, nous n'avons pas le droit d'en douter. ●

(1) A Mirebeau (Côte-d'Or) le candidat socialiste a été élu dimanche dernier dès le premier tour avec plus de 53 % des voix (contre 40 % en 1979).

A Sélestat (Bas-Rhin) le candidat du P.s. est passé de 21 à 26 %, distançant le candidat officiel de l'U.d.f. soutenu par le ministre des Transports et le candidat communiste qui a reculé de 2 %. Commentaire de ce dernier : « Les travailleurs n'ont pas encore saisi que ce vote était un moment important. Mais ils se trompent. » Le P.c.f., lui, ne se trompe jamais !

Quant à l'échec des communistes aux municipales de Savigny-sur-Orge, c'est bien entendu... « la faute au P.s. » !

Le 400 e

La cuisine des sondages révélée par les marmitons
(page 3)

P.c.f.: prenons garde à sa jeune garde!
(page 5)

Le Pouvoir a ses nerfs !
(page 6)

La "mondialisation" de l'Internationale socialiste
(page 8)

Combattre le racisme dès l'école

Après la conférence de Tel-Aviv, Guy Georges, secrétaire général du S.n.i., répond à "l'Unité"
(page 10)

© Fondation Jean-Jaurès

Vous voulez que "l'Unité" vive...



Le 400e

CE numéro de « l'Unité » est le 400e. Au théâtre, la 400e représentation d'une pièce est un événement. Dans la presse aussi, où tant d'hebdomadaires ont sombré avant d'avoir atteint un cap qui pour nous annonce — ce sera dans deux mois — notre neuvième anniversaire.

Depuis sa naissance, qui se situait à mi-chemin du Congrès d'Epinay et de la signature du Programme commun, ce journal a connu des hauts et des bas. Il a été porté par l'union de la gauche. Il a souffert de sa division. Il a changé de visage mais jamais de ligne et il continue, contre vents et marées, à exprimer le combat du Parti socialiste pour une société plus juste, plus libre, plus égale.

Avec l'élection présidentielle, ce combat entre dans une nouvelle phase où « l'Unité » doit jouer un rôle plus important encore. Il lui faut pour cela des moyens que vous seuls pouvez lui donner. Nous avons déjà suggéré un premier objectif à la fois simple et efficace : que chaque abonné fasse un nouvel abonné, chaque lecteur un nouveau lecteur. C'est l'affaire de tous et c'est, assurément, une bonne façon de célébrer avec nous le 400e numéro de ce journal qui est le vôtre.

Bulletin d'abonnement à retourner

à l'administration de

l'unité

10 rue de Solférino
75007 PARIS

Je soussigné.....

.....

.....

.....

demeurant .....

.....

.....

.....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

- abonnement d'un an (200 F) ◯
- abonnement de six mois (120 F) ◯

et vous adresse la somme correspondante

◯ par chèque bancaire

◯ par chèque postal

◯ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 30 349 80 La Source

Date Signature

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 10 rue de Solférino 75007 Paris. - Tél. : 550.34.35. *Directeur :* Claude Estier ; *Rédaction en chef :* Nicole Chaillot, Guy Perrimond ; *Rédaction :* Marie-José Bernardot, Christine Cottin, Frédérique de Gravelaine, Michèle Kespi, Jean-Paul Liégeois, Emmanuèle Plas, Paul Leduc, Gilbert Sans. *Secrétariat de rédaction :* Claudine Dervaux (révision), Mauricette Duchemin (maquette) ; *Dessins :* Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Pym, Bordeclerc, Forcadell ; *Photos :* Pascal Lebrun ; *Publicité :* Renée Skoblinsky, 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73 ; *Administration :* Conseiller technique : François de Grossouvre ; *Société éditrice :* S.a.r.l. l'Unité ; *Directeur de la publication :* Claude Estier ; Cadet Photocomposition, 75009 PARIS.
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé ; *Coordination :* Offres 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris. *Imprimerie E.T.C. 76190 Yvetot.*

La cuisine des sondages révélée par les marmitons

Voici quelques recettes de manipulation des sondages expliquées par les employés grévistes de l'Ifop. Une cuisine pas très ragoûtante



PAR MICHELE KESPI

ET voilà repartie la valse des sondages. A peine François Mitterrand a-t-il annoncé sa candidature que l'on s'empresse de dévaluer, une fois de plus, ses chances d'accéder à la présidence. Fallait-il s'attendre à d'autres titres à la « Une » des journaux que : « Giscard aujourd'hui a un net avantage sur Mitterrand », annonce « le Matin » du lundi 17 novembre qui publie un sondage de l'institut Louis Harris-France. Selon ce dernier, Mitterrand recueille au second tour des présidentielles 42 % des suffrages, et Giscard 58 %. Chiffres très proches de ceux publiés par l'hebdomadaire « le Point » le même jour : selon l'Ifop, l'actuel président l'emporte par 60 % des voix, et le premier secrétaire du P.s. recueille 40 % des suffrages. Commentaire de Jean Charlot, professeur à l'Institut politique de Paris : « Dans leur cœur, 30 % des Français souhaitent la réélection de Giscard en 1981, 6 % l'élection de Chirac et 8 % celle de Mitterrand... » Quant à l'hebdomadaire « l'Express », s'appuyant sur un sondage réalisé par Louis Harris le 8 novembre, il titre : « Les deux handicaps de Mitterrand. » Ce sont, prétendent les chiffres, les jeunes et les cadres qui regrettent Rocard. Commentaire de « l'Express » : « L'image du leader socialiste manque de modernité. »

En grève pour raisons déontologiques

Heureusement, cette guerre des sondages qui se reproduit lors de chaque période préélectorale nous a appris à nous méfier de ces chiffres manipulés, interprétés, distordus au point qu'on peut leur faire dire à peu près ce que l'on veut. Bizarrement, ces derniers sondages paraissent au moment où l'un des principaux instituts de sondage, l'Ifop, est en grève. Et pour des raisons, avant tout, déontologiques.

Certes, les grévistes qui occupent depuis près de deux mois les locaux des Messageries de l'Ifop, au rez-de-chaussée de la rue d'Aumale, réclament une revalorisation salariale, puisqu'ils ont perdu en deux ans 18 % de leur pouvoir d'achat. L'Ifop, qui emploie soixante-sept personnes au siège, un réseau stable d'environ trois cents enquêteurs (dont 80 % d'enquêtrices) qui réalisent 80 % du travail, fait en effet preuve, depuis un an, d'une grande dureté en matière sociale. L'échelle mobile des salaires a été supprimée, pour être remplacée par des primes récompensant l'efficacité et des compressions de personnels ont eu lieu : vingt-cinq postes ont été supprimés l'an dernier au siège (coût : 80 millions d'indemnités).

Mais la raison principale de la grève n'est pas là. « Nous ne voulons pas, disent les grévistes, devenir un institut de fichage. De plus, nous sommes sûrs qu'actuellement le travail se fait dans de mauvaises conditions. »

Déjà en temps normal il est facile de « manipuler » un sondage. Pour cela, plusieurs méthodes, à plusieurs niveaux. D'abord, il y a manière et manière de poser une question. Un exemple. On demande : « Pour chacun des partis suivants dites-moi si vous vous sentez proche ou éloigné de ses idées ? » Suivi d'une liste de cinq partis politiques et de deux réponses, pas plus, au choix : « proche » ou « éloigné ». Aucune colonne prévue pour les hésitants, ceux qui refusent de répondre, etc. « C'est, dit un syndicaliste, une manipulation par la formulation directive de la question. Et si on insiste, on finit bien par faire répondre quelqu'un qui n'en a pas envie. »

Ensuite, que deviennent ces réponses ? Elles sont analysées à l'Ifop. Le résultat brut est « pondéré » avec des coefficients correspondant à une connaissance préalable de l'électorat, que l'on a eue auparavant grâce à des questionnaires sur le comportement réel lors des votes, par exemple. Avec ces coefficients, on « redresse les quotas », en tenant compte également d'une répartition par professions, par sexes et par âges. En principe, une bonne méthode, quand elle est appliquée par un spécialiste. « Mais, font remarquer les grévistes, rien ne nous dit que le choix de coefficient adopté soit bon. C'est encore une porte ouverte aux manipulations. D'ailleurs, beaucoup d'instituts ne sont pas d'accord entre eux, il n'existe pas de barème dans la profession. Chacun fait sa cuisine dans son coin. »

Garantir l'anonymat

Sensibles depuis longtemps à ces manipulations, les enquêteurs de l'Ifop prennent très mal une note que leur envoie Jean-Marc Lech, directeur général, le 28 octobre 1980 : « Deux modifications importantes ont été apportées à la présentation des questionnaires. Elles concernent : la codification par vous-même de la personne interrogée ; le report en bas de la dernière page du nom et de l'adresse de la personne interrogée préalablement inscrits sur la fiche d'adresse. » Les questionnaires dont il s'agit, en période pré-électorale, indiquent des intentions de vote : on demande en fait aux enquêteurs de noter les noms à l'insu de la personne interviewée. Ils répondent : « Ces pratiques existent hélas, dans de nombreux instituts, mais nous nous y opposons formellement. Nous garantissons l'anonymat à nos interviewés et nous ne voulons ni les tromper ni les ficher. » Le manuel de l'enquêteur Ifop définit d'ailleurs très bien comment il doit relever le nom et l'adresse : la question doit toujours être posée, mais la réponse est facultative : « On ne doit pas, lit-on dans ce texte, noter à son insu le nom d'une personne lorsqu'il est inscrit sur une porte. » De plus, l'article 6 de la loi du 7 juin 1971 précise très nettement les obligations de secret en matière de statistique.

Enfin, depuis le suppression du service mécanographie à l'Ifop, les questionnaires où figurent des noms (y compris les sondages d'intentions de vote) sont manipulés par un personnel étranger à l'institut. « C'est contraire aux exigences déontologiques formulées dans l'article 8 du décret du 16 mai 1980, accusent les grévistes. Cette pratique, de plus, est extrêmement dangereuse, elle porte atteinte à la liberté et à la sécurité des citoyens. » Les délégués de l'Ifop, lors d'une réunion le 11 novembre, ont d'ailleurs demandé à la direction pourquoi elle remettait en cause « l'accord passé avec les syndicats en 1969, concernant l'anonymat des enquêtes politiques. » Le 12 novembre, la direction envoyait à certains enquêteurs la note suivante : « Nous avons le regret de vous retourner, inexploités, les questionnaires incomplets que nous vous avons fait parvenir. En effet, ils ne comportent pas, comme ils le devraient, le nom et l'adresse de la personne que vous avez interrogée. » Si le questionnaire n'est pas complété, l'enquêteur ne sera pas payé. Tout simplement !

Il faut dire que, depuis le début de la grève, la direction ne s'embarrasse pas de scrupules. Le chantage aux indemnités, fort payant quand on sait que certains employés ont vingt ans de maison, est de rigueur. Une femme de gréviste a reçu, un matin, un coup de téléphone chez elle : si son mari continuait, il allait se retrouver à la porte... Ordre a été donné au standard de laisser les grévistes sans téléphone... Enfin, si la direction a reçu F.o. et la C.g.c., qui, au début étaient dans le mouvement, et a signé avec ces deux syndicats un protocole d'accord, elle refuse de négocier avec le comité de grève, formé du syndicat C.g.t. de l'entreprise et de non-syndiqués, n'hési-

(suite en page 4)



Pascal Lebrun

Les grévistes de l'Ifop, occupant les locaux de la rue d'Aumale, mardi dernier.

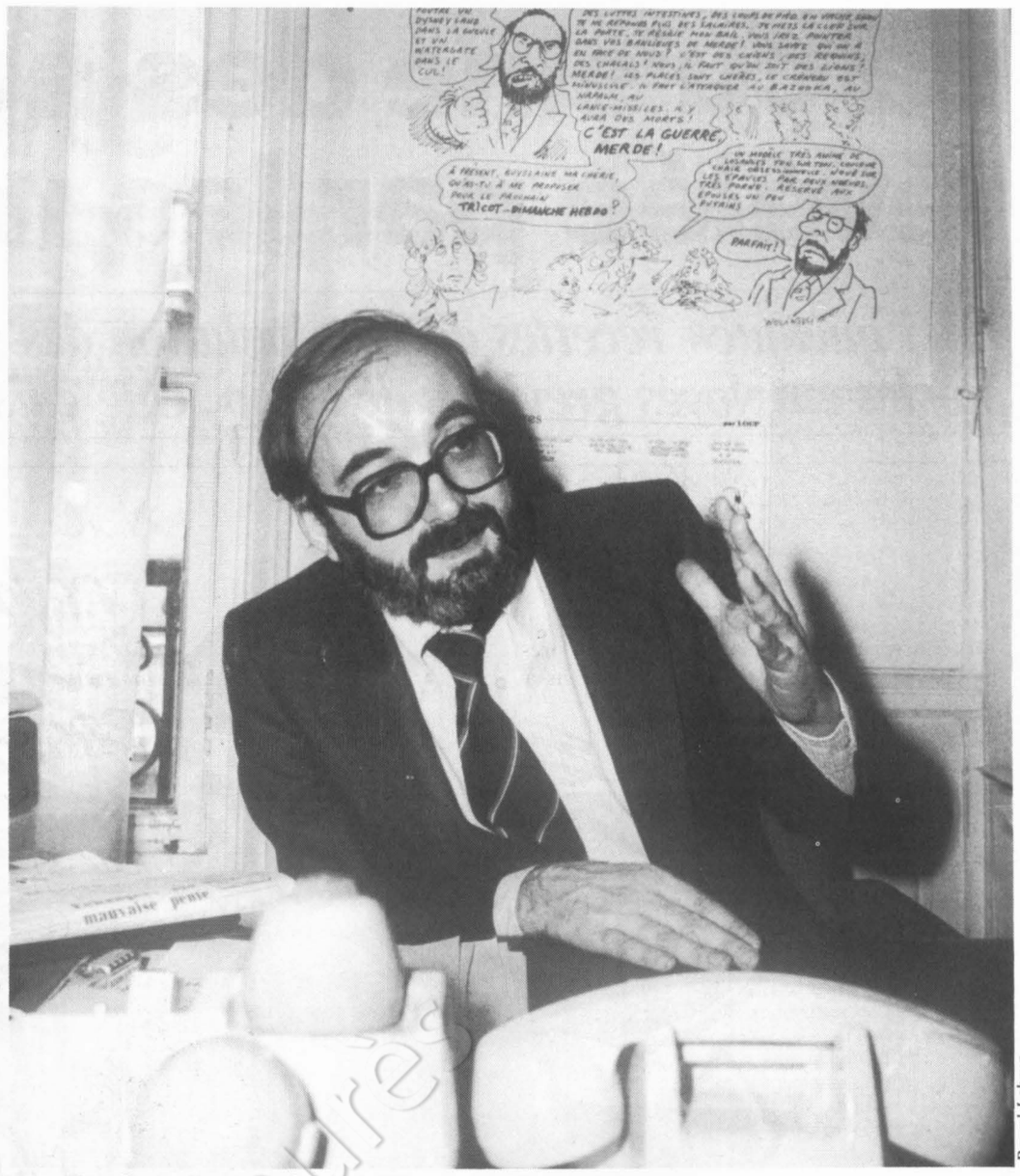
(suite de la page 3)

tant pas à affirmer : « Ce n'est pas un devoir patronal de négocier » (sic).

Ni un devoir, semble-t-il, de répondre à des accusations aussi graves que la manipulation de sondages, et le fichage des interrogés. Pourtant, les grévistes ont saisi la commission de contrôle des sondages, présidée par Pierre Huet. Car, expliquent-ils, donnant l'exemple d'un sondage publié le 7 novembre par « France-Soir » et intitulé « Sondage de popularité mensuelle France-Soir-Ifop », « les conditions dans lesquelles s'est réalisée cette étude, ainsi que la méthode employée, conduisent à nous poser un certain nombre de questions, d'une part sur sa fiabilité, d'autre part sur son respect des règles de déontologie ». Sur les 1 514 personnes composant l'échantillon, 30 % seulement ont été interrogées par des enquêteurs de l'Ifop, les 70 % restant étant interviewés par une entreprise de sous-traitance, Field, spécialisée dans les études commerciales. Et la direction de l'Ifop l'a confirmé lors d'un comité d'entreprise, le 7 novembre : avant le 7 octobre, cette entreprise n'avait jamais réalisé pour l'Ifop d'études politiques.

« Il faut savoir aussi, racontent les grévistes, que l'instrument de mesure actuel (enquêteurs Field + enquêteurs Ifop) a effectué en octobre un sondage sur le nombre de fumeurs. Le résultat était... fumant. Une augmentation de 7 % du nombre des fumeurs depuis juillet, date du précédent sondage réalisé avec les seuls enquêteurs Ifop. Le nombre des fumeurs aurait donc augmenté de deux millions en trois mois ! Le résultat a étonné certains qui se sont penchés sur la question : la semaine suivante, le pourcentage de fumeurs est retombé de 7 %. »





Pascal Lebrun

Jean-Marc Lech, directeur général de l'Ifop.

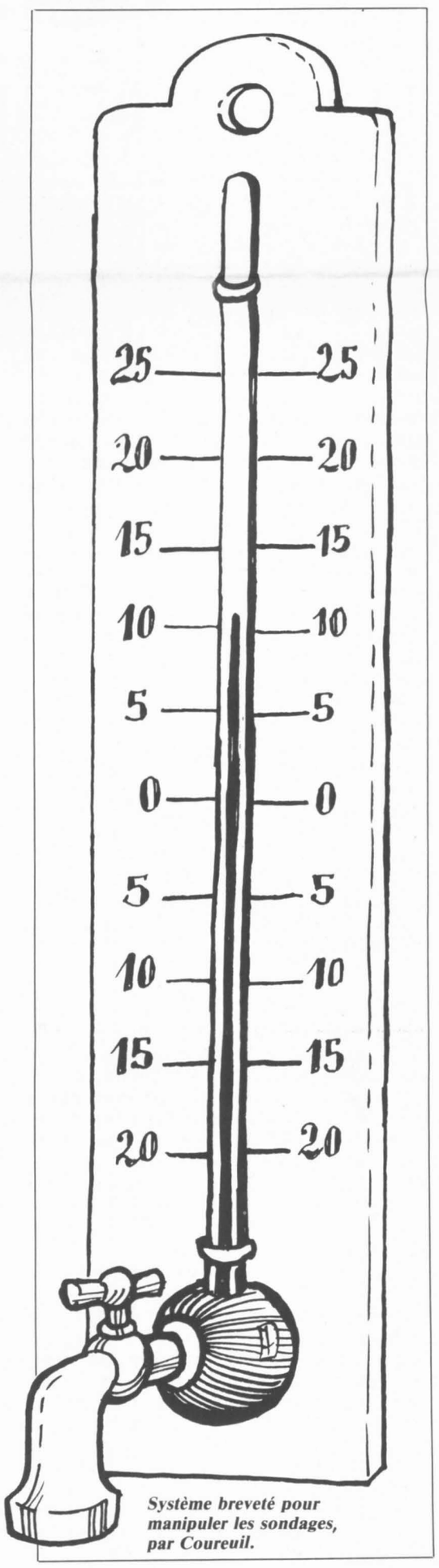
Edifiant. Mais il y a mieux. L'histoire, qui ne date pas d'aujourd'hui, mérite cependant d'être racontée.

Le 3 janvier 1979, le « Canard enchaîné » consacre une pleine page à l'Ifop. Titre : « Comment on truque un sondage. » Et il raconte l'histoire, connue à l'Ifop sous le nom de « Mohamed, prends ta valise et tire-toi ». Une histoire qui remonte à octobre 1977 : le « Quotidien de Paris » publie un sondage sur les sentiments des Français à l'égard des travailleurs étrangers. L'enquête a été commandée et payée par Lionel Stoléru, et elle est publiée lorsqu'il sort un train de mesures destinées à limiter le nombre de travailleurs immigrés. Elle n'a qu'un défaut : sous la conduite de Jean-Marc Lech, elle a été truquée. Disons que les résultats ont été « corrigés » dans des proportions allant jusqu'à 20 %. Exemple. Question posée : « La France vient de décider (...) de ne plus délivrer de nouvelles cartes de travail aux étrangers qui souhaitent venir en France... » Réponse de l'ordinateur : 61 % d'approbations, 15 % de désapprobations. Réponse remaniée par l'Ifop : 52 % d'approbations, 25 % de désapprobations. Autre question posée : êtes-vous favorable à « un encouragement de la diminution » de la main-d'œuvre étrangère ? Verdict de l'ordinateur : 77 % de oui. Version revue et corrigée par l'Ifop : 57 % de oui. A l'époque, Jean-Marc Lech avait reconnu avoir modifié les résultats du sondage, parce que, avait-il dit au « Canard enchaîné », « les résultats ne paraissaient pas plausibles ». Tellement ils étaient racistes. Le 23 mars 1979, Lech et l'Ifop démissionnaient du Syntec (syndicat des instituts de sondages), qui, pour sa part, radiait l'Ifop de ses rangs le 4 avril.

Enfin, le 1er février 1980, Jean-Marc Lech déclare au « Monde » : « Certains sondages sont truqués en raison de la non-indépendance de l'organisme qui le réalise, en raison de la médiocrité du personnel, et aussi pour des raisons politiques ».

Aujourd'hui dans son bureau, le directeur général de l'Ifop tient un tout autre langage. Il a sur les bras, a-t-il expliqué à « l'Unité », une « grève politique. Certes il y a eu, au début, un malaise justifié d'une partie du personnel, car nous avons dû mener une politique salariale dure en 1978 et en 1979. Mais, très vite, j'ai constaté que le P.c. et la C.g.t. voulaient déprécier l'Ifop. Pour eux, les sondages sont sujets à caution, car ils ne sont pas favorables au P.c. ».

Au rez-de-chaussée, le local est toujours occupé par des grévistes qui ne veulent plus renvoyer au public des images déformées de la réalité. A six mois des présidentielles, cette grève mérite qu'on s'y attarde. Elle apporte toutes les preuves de ce qu'écrit François Mitterrand dans « Ici et Maintenant : « les sondages sont généralement favorables à ceux qui les commandent. Je veux dire à ceux qui les paient. » ●



Système breveté pour manipuler les sondages, par Coureuil.

François Mitterrand

Ici et maintenant

« L'événement politique de la fin de l'année. »
Roger-Xavier Lantéri - L'Express

«C'est l'envoûtement. Quel homme et quelles ressources !... Mitterrand, maître de la littérature politique. »
Henri Tincq - La Croix

« Il y a chez cet homme du Saint-Simon, du Virgile et de l'énarque tempéré par la lecture de Jaurès. »
Jean Brigouleix - France-Soir

« – Ici et maintenant – ou – là-bas et pour sept ans – ? »
Michel Caste - Le Monde

Fayard

P.c.f.: prenons garde à sa jeune garde!

Renonçant à récupérer ses militants déçus, la direction du P.c.f. a choisi de favoriser les nouveaux, ceux qui adhèrent sur une base sectaire, voire violente

PAR GUY PERRIMOND

EN politique, autant qu'ailleurs, les surprises existent. Le Parti communiste lui-même, en dépit de sa prétention affichée à « demeurer » n'est pas à l'abri des mutations surprenantes ! Depuis quelques décennies les dirigeants communistes successifs se sont employés à donner de leur parti une image défiant le temps. L'histoire réécrite permettait toutes les justifications, tous les changements de ligne. Le monolithisme de l'organisation quasi militaire de « l'avant-garde de la classe ouvrière » semblait faite pour durer, désespérant ceux qui, à tort ou à raison, pensaient qu'elle était, au bout du compte, un obstacle sur le chemin de la révolution.

Les crises pouvaient être violentes, les attaques plus ou moins fondées, rien n'y faisait. Le P.c.f. semblait résister à tout, absorber tous les chocs. Certes sa popularité pouvait légèrement vaciller, sa base militante se restreindre. Mais l'essentiel demeurait.

En cette fin d'année 1980, un phénomène nouveau est intervenu. Et la direction du P.c.f. doit le juger comme grave : pour la première fois de son existence « le » parti n'existe plus. Il y a au moins aujourd'hui deux partis. Celui, l'officiel, le connu, en un mot la direction qui est une sorte de « parti audio-visuel », conservant son pouvoir et sa fascination grâce au pouvoir des médias — à moins que ce ne soit grâce aux médias du Pouvoir — et l'autre, celui des militants qui n'en peuvent mais, qui courbent le dos sous l'orage, espérant des jours meilleurs et désespérant du présent.

Un silence boudeur et déprimé

Le premier de ces partis est le plus efficace : il a la main sur l'organisation qui n'a peut-être plus l'efficacité qu'on lui a connue mais demeure encore, telle une justification si elle n'est plus un outil. Et surtout sur la « propagande ». Depuis quelques années les « performances » de cette section — une des plus importantes par les temps qui courent — sont peut-être de mauvais goût, mais on ne lui demande pas autre chose. Il lui faut faire passer dans le grand public les variations de la direction, les « thèses » successives de l'union à la désunion, de l'internationalisme au fabuleux « produisons français », d'un timide euro-communisme à un philo-soviétisme combattant. Tâche difficile ! Car si le punch, la technique de Georges Marchais arrivent encore à faire passer n'importe quoi à la télévision, il est difficile de ne pas se ridiculiser dès lors qu'il s'agit de textes pouvant être relus.

C'est cette difficulté, autant que les réactions des communistes critiques, qui explique la mise en sommeil du Centre d'études et de recherches marxistes (Cerm), la mort de quelques journaux (« la Nouvelle Critique », « France nouvelle »), la mutation de quelques autres, le demi-sommeil des commissions spécialisées : l'heure n'est plus à la recherche, aux interrogations.

L'autre parti semble silencieux. Certes il y a les « communistes critiques », ceux qui savent et qui peuvent s'exprimer. C'est-à-dire ceux qui disposent d'une tribune. Mais ils sont rares. Pour l'essentiel l'immense majorité des militants est réduite à un silence déprimé et boudeur. Ceux-là, les plus nombreux attendent. Et résistent. En désertant les réunions, les meetings — les derniers meetings du P.c.f., tel celui de Renault, n'ont pas eu le succès espéré —, en cessant d'être ce qui faisait la force du P.c.f., des propagandistes et des organisateurs toujours sur la brèche. Si en 1978 ce sont d'abord les intellectuels qui ont lâché les premiers, depuis, par couches successives, les différentes strates qui composent le parti ont suivi le même chemin. Il y a eu les cadres moyens, formés à une époque où le discours était différent, où la lutte contre la droite, le changement, était prioritaire. Puis les élus qui autant que faire se peut se sont retranchés sur leur tâche élective, soumis d'ailleurs à plus de pressions car leur défection est plus visible. Les « compagnons de route » élus ont posé plus de problèmes. Certes les amitiés romantiques sont dures à briser et les vieux liens de compagnonnage sont en général solides. Mais trop étant trop, ici et là des distances ont été prises. Ce qui explique que la direction tourne à vide, ne réussit pas à « mobiliser » des troupes qui, pour l'essentiel, se sont mises en réserve.

La réponse donnée à ce lâchage n'a pas été une tentative de « récupération ». Traditionnellement lorsqu'un adhérent se faisait rare, ses camarades de cellule le « visitaient ». Histoire de lui redonner l'élan ou d'aplanir les difficultés. Aujourd'hui il n'est plus question de « repêcher » les absents. La direction a choisi de favoriser les nouveaux, ceux qui adhèrent sur une base sectaire. Et, car il faut le noter, sur une base violente.



Le meeting du Bourget, dimanche dernier.

A cet égard, le discours de Georges Marchais au Bourget est révélateur : les thèmes choisis, les mots employés, tout concourt au sectarisme. Pas seulement les diatribes anti-socialistes, mais le total du discours. Appel est fait aux analyses les plus sommaires, aux réactions les plus viscérales. Les passages sur l'insécurité dans la région parisienne sont à cet égard révélateurs : Paris et sa banlieue y sont dépeints comme une jungle où la peur règne. Mais le silence est fait par exemple sur l'insécurité plus réelle, pour la classe dont le P.c. se veut le seul représentant, due aux accidents du travail ! Or les chiffres sont parlants. Même chose à propos des émigrés, et à propos des « bourgeois ». Là il ne s'agit pas de « comprendre » pour lutter, mais de haïr.

La course de vitesse entre les départs du vieux parti et les arrivées du nouveau est réelle. Cela peut faire penser à un vieux problème d'arithmétique avec un bassin qui se vide, en même temps qu'il se remplit. Le seul ennui c'est qu'au bout du compte si par hasard le bassin reste plein ce ne sera plus du même liquide. Car, comme le disait un militant communiste :« Tout cela tourne au vinaigre ! »

Dans ces conditions on comprend le succès de la pétition lancée il y a près d'un an par le collectif de « l'union dans les luttes ». Pour un collectif ne disposant d'aucune infrastructure, réunir 140 000 signatures est déjà un tour de force. Et vouloir organiser, courant janvier, des états généraux de l'union dans chacune des régions pour aboutir courant mars à des états généraux nationaux peut relever de la gageure. « Pourtant, explique un des responsables du collectif, nous y arriverons. Car, ceux qui ne militent plus, pour l'instant, dans leur organisation ont l'expérience et les moyens de mettre sur pied de telles manifestations. »

A vrai dire « l'union » a bien besoin de tels efforts. Les passages de l'allocution de Marchais au Bourget consacrés, au P.s., s'ils n'apprennent rien de nouveau, montrent bien que le P.c.f. a décidé de tout utiliser, même le mensonge, la falsification, l'outrance pour tenter de « détruire » le P.s. ou tout au moins « rééquilibrer » la gauche.

C'est une classe tout entière qui est trahie

Il fut un temps où la compétition, logique, entre partis de gauche passait par l'émulation. C'est le parti capable de mieux comprendre une situation, soutenir des luttes concrètes, devenir porteur des aspirations du plus grand nombre qui doublait son concurrent. Jugeant dangereuse une telle pratique, la direction du P.c.f. a choisi de faire du concurrent le seul adversaire. Certes, le secrétaire général a parlé au Bourget de Giscard d'Estaing. Quatre fois. Mais neuf fois de François Mitterrand ! Et les idées accolées au nom du Premier secrétaire du P.s. sont révélatrices : Mitterrand « a reculé », il a « conduit le mouvement populaire à la défaite », etc.

Les dégâts causés par une telle attitude sont évidents. Non seulement cela a permis à la droite de rester au pouvoir, ce qui explique le plaisir qu'elle a à utiliser le numéro de Marchais face à une caméra, mais cela bloque pour l'instant tout espoir.

Car seul un reflux électoral permettra, à court terme, au P.c.f. de retrouver le chemin de la raison. Etre unitaire aujourd'hui, c'est comprendre le malaise d'une très large partie des militants communistes. C'est conserver, approfondir des positions permettant à la gauche tout entière d'éviter les dérives trop prononcées. C'est, en quelque sorte, être un mainteneur. Et surtout expliquer ce qu'il faut bien appeler une trahison. Car c'est une classe tout entière qui est trahie, qui voit ses intérêts sacrifiés à des impératifs internes au P.c.f.



Sygma

Georges Marchais et quelques-uns de ses camarades (Aragon, Fitermann, Laurent) au Bourget.

C'est à partir de là qu'un reflux électoral du P.c.f. — dommageable pour l'ensemble de la gauche, mais salutaire — pourra intervenir. Certes entre les décisions d'un état-major et les retombées électorales, un temps de réponse plus ou moins long s'écoule. Il faut l'expérience concrète, la lente désaffection. Ce moment est peut-être arrivé. Ce n'est qu'après, lorsque l'union ne sera plus un jeu de massacre mais un simple combat, que l'émulation pourra reprendre. En attendant, il faut lutter contre le désespoir injecté à haute dose dans chacune des prises de parole de Georges Marchais. Résister n'est pas toujours facile. Le P.s., aujourd'hui, peut le faire. Premier parti de gauche il en a les moyens. En hommes et en idées. En se souvenant que la politique est d'abord une longue patience. Et que ce qui est évident au soir d'une élection, au moment de la proclamation des résultats, l'est rarement six mois avant ! ●

© Fondation Jean-Jaurès

Le Pouvoir a ses nerfs !

Que redoute Valéry Giscard d'Estaing -pourtant si bien placé dans les sondages- pour orchestrer la campagne de crispation tous azimuts ?

PAR PAUL LEDUC

LE yoga, l'acupuncture, la relaxation, le zen, le jogging (comme Carter) ? La crispation insensée des dirigeants de la nation nécessiterait le recours d'urgence à l'une de ces méthodes. Paraphrasant l'ancien slogan «Faites l'amour, pas la guerre », on pourrait aussi conseiller à tel fin fusil d'abandonner sa passion meurtrière pour des occupations plus charmantes. Comme le début du septennat paraît loin ! La volonté de décrispation affichée en 1974 a progressivement fait place à un discours des plus musclés. En ce domaine, Raymond Barre s'est surpassé, le 12 novembre à l'Assemblée. Georges Fillioud venait d'interroger Alain Peyrefitte sur la soustraction des scellés relatifs aux diamants présidentiels du dossier Delpey. «Etant donné les termes utilisés par M. Fillioud, tonitrua le Premier ministre, je prie M. le garde des Sceaux de ne pas répondre. » Ravi, Peyrefitte s'exécuta. Une fois de plus, serait-on tenté d'ajouter par référence aux poursuites qu'il a engagées contre « le Monde » pour complaire — sinon obéir — au président.

Il était une fois un président qui voulait être aimé de tous. Considérant la société comme une entité d'où seraient rayées les tensions et la lutte des classes (horrible chose), il parlait à tout moment de consensus.



L'idée que certaines catégories restent exclues lui était insupportable. Aussi s'empressa-t-il d'y remédier... formellement. Une poignée de main à un détenu lyonnais, un copieux petit déjeuner à l'Elysée en compagnie d'éboueurs immigrés : la décrispation avait atteint son apogée. Il y eut aussi un geste envers les jeunes, dont la majorité fut abaissée à 18 ans, et les femmes, auxquelles fut octroyé le droit de ne plus recourir aux faiseuses d'anges. Sans l'appui décisif des élus de gauche, toutefois, ces deux mesures n'auraient pas été votées.

La méthode Coué a fait ses preuves

Pendant qu'on s'efforçait de faire croire aux contes de fées à une opinion des plus perplexes, les amis du président s'activaient dans la coulisse. Les nuages s'amoncelaient à l'horizon. La crise économique et sociale allait inévitablement démentir le discours soporifique du pouvoir. C'est l'époque où Michel Poniatowski, ministre de l'Intérieur, met en route la campagne (plus d'actualité que jamais) sur la sécurité. Tremblez, manants, les brigands sont à vos portes. La méthode Coué a fait ses preuves. Utilisant des statistiques, les manipulant parfois, le gouvernement a tout fait

Vingt-neuf mesures pour rien

Le programme de Blois promettait tout et n'a rien tenu. Prudent, le futur candidat Giscard s'en tient désormais à quelques mesures... que même Barre trouve maigres

PAR CHRISTINE COTTIN

« FAIRE connaître son programme » fait désormais partie de la panoplie du parfait candidat. Pour enlever les législatives en 1978, Giscard et Barre avaient fait donner l'artillerie lourde du programme de Blois. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'entre-temps le président de la République a appris à voyager léger. S'il a, comme prévu, fait connaître, le 13 novembre dernier, les « actions prioritaires » qu'il entend voir menées à bien, avant l'élection présidentielle, on ne peut pas dire, cette fois, qu'il ait fait des excès.

Vingt-neuf mesures, pas une de plus. Et pas dans le genre feu d'artifice. Il est vrai que jouer sa partition à l'esbroufe devient un exercice périlleux quand on manie, depuis sept ans, la baguette de chef d'orchestre. Durant cette période préélectorale, le chef de l'Etat sait bien que, désormais, toute fausse note lui sera imputée. Surtout si son paravent Barre, ample à souhait pour recevoir les coups jusqu'à présent, décide de faire bande à part.

A l'heure du bilan, donc, pas question de se lancer dans des innovations. L'Elysée de toute évidence, songe d'abord à limiter les risques. Moyennant quoi, le temps présidentiel des mois à venir s'annonce très précautionneux, du genre santé-sobriété, ou l'art de ne promettre que ce qu'on peut tenir. Autant dire tout de suite : cela se réduit à fort peu de choses. Même les plus modérés qui comptaient sur le coup de feu pré-électoral pour décrocher en souplesse certaines améliorations sociales dont on parle depuis des années en sont pour leurs frais. Aucun des grands thèmes qui agitent les partenaires sociaux depuis trois ans ne figurent vraiment au rang des vingt-neuf « actions prioritaires ».

Pas un mot sur la diminution de la durée du travail, ne serait-ce que pour les travaux pénibles. Le programme de Blois sur ce point avait promis les trente-huit heures. Pas un mot, non plus, sur la cinquième semaine de congés payés. Et pour cause : le patronat n'en veut pas.

Pas un mot sur l'augmentation des revenus les plus modestes : le programme de Blois en avait fait son cheval de bataille. Mais depuis Blois, on le sait, deux ans et demi ont passé. Et Barre, il y a peu, envisageait ouvertement de ne plus maintenir le niveau de vie des salariés ! Difficile pour Giscard, dans ce contexte, de promettre une progression même aux plus défavorisés.

Pas un mot sur la pause des charges sociales ni les réformes fiscales annoncées à Blois. Seul le prélèvement supplémentaire de 1 % au titre de la Sécurité sociale sera supprimé à partir de... février prochain. Une mesure tellement opportune que Giscard n'a pas osé la faire figurer dans son programme électoral. Quant aux contribuables, le chef de l'Etat ne s'est pas mouillé. La seule promesse qu'il leur fait est l'élaboration d'un guide des procédures fiscales à leur usage. En clair, les uns payeront toujours autant, les autres toujours aussi peu, mais on vous expliquera comment le faire.

Sur les vingt-neuf mesures, six en faveur des femmes et des enfants. Un électorat à ne pas négliger. Toutes les études prouvent que les femmes — par un besoin de sécurité mal compris — votent plus à droite que leur mari. Encore faudrait-il que certaines idées de libération ne fassent pas trop leur chemin. Donc, retraite aux mères de famille de trois enfants et plus — à deux, elles se l'accrochent ! — et au conjoint d'artisan et de commerçant. Assurance veuvage, minimum familial garanti : très mini. Pour une famille de cinq personnes ou plus, 4 200 F par mois. Une somme qui place la France en position de lanterne rouge par rapport aux autres pays européens.

Et bien sûr, l'éternelle mesure en faveur de l'égalité professionnelle entre hommes et femmes. Appliquée, cette mesure serait véritablement révolutionnaire. Mais là encore, Giscard n'a pris aucun risque. D'abord, il s'engage seulement à déposer un projet de loi. Ensuite, l'expérience le prouve dans les pays plus progressistes que la France comme la Scandinavie : même une loi très stricte n'empêche pas des disparités salariales importantes entre les sexes, toujours au désavantage des femmes. De ce côté-là, donc, Giscard racole bien et, somme toute, pour pas cher.

Dans le genre flou artistique, on n'a pu éviter des mesures « en faveur de l'emploi des cadres » — sans autres précisions — ni le plan quinquennal pour la formation professionnelle des jeunes. S'il est du même tonneau que les pactes pour l'emploi, les jeunes n'ont rien à craindre. Un garçon sur quatre, une fille sur deux ne trouvent toujours pas d'emploi à la fin de leurs études. Et quand ils y arrivent, c'est souvent avec un contrat à durée déterminée, pour un travail au-dessous de leur qualification. Pourquoi Giscard se serait-il privé de ce plan quinquennal ? Cela ne mange pas de pain. Cela fait bien au tableau. Et de toute façon, bien de l'eau aura coulé sous les ponts quand on s'apercevra de sa désespérante inefficacité.

En tout, neuf mesures sociales, transparentes comme un verre d'eau qui, pas plus qu'un verre d'eau, ne nourrissent leur homme. Interrogé par des journalistes, le 13 novembre dernier à Belgrade, à propos de la lettre que lui avait adressée à Paris le chef de l'Etat contenant ces vingt-neuf « actions prioritaires », Raymond Barre, lui-même, s'est esclaffé : « Il n'y a là rien qui puisse apparaître comme spectaculaire ou digne d'un intérêt majeur. »

Depuis, le Premier ministre s'est repris, signalant qu'il visait ainsi la forme de la procédure élyséenne et non son fond. Quel dommage ! Pour une fois qu'on aurait pu être d'accord avec lui... ●

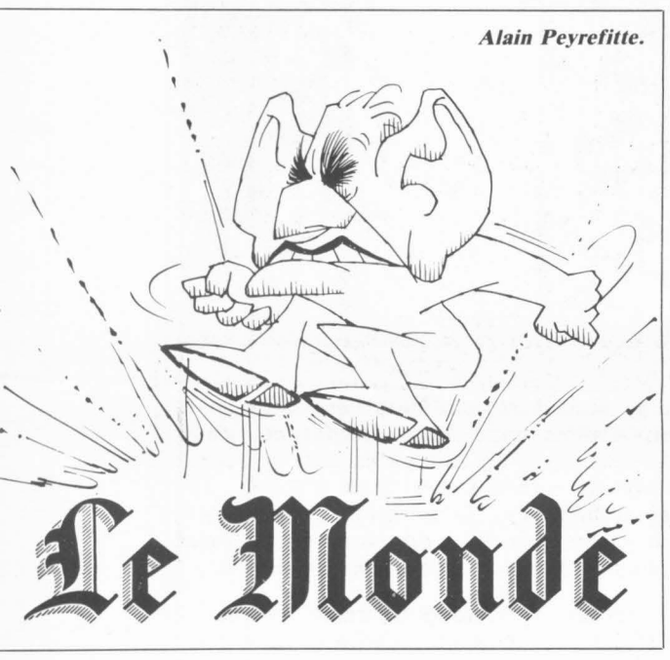
pour hypertrophier le sentiment d'insécurité des Français face à la criminalité et à la délinquance. Résultat : près de cinquante crimes dus à l'autodéfense, une justice plus répressive par crainte de paraître laxiste et des prisons qui n'ont jamais été aussi surchargées depuis la guerre. Alain Peyrefitte en profite dans la foulée pour faire passer son projet Sécurité et liberté dont on ne voit pas ce qu'il offre comme garanties de sécurité supplémentaires mais qui inquiète à plus d'un titre. Attentatoire aux libertés (notamment syndicales ou de manifestation), il accentue le contrôle politique sur les juges. La sécurité a décidément bon dos !

Les retombées de multiples affaires

Peyrefitte y va, au printemps dernier, de son couplet contre le P.s., qualifié au passage de groupuscule parce qu'il mène la lutte parlementaire contre sa réforme. Là encore, on mesure la distance parcourue depuis le début du mandat présidentiel, époque où Giscard s'efforçait — en vain, il est vrai — de « normaliser » ses relations avec l'opposition.

Si Peyrefitte se distingue plus souvent qu'à son tour, plusieurs de ses collègues ambitionnent de l'égaler dans le zèle douteux qu'il met à satisfaire l'attente du président. Alice Saunier-Seïté, grande pourfendeuse du corps enseignant, et Christian Bonnet, qui ferraille avec les syndicats de policiers soucieux de purifier la Grande Maison, méritent une mention.

Face à cette offensive, une question s'impose. Que redoute Valéry Giscard d'Estaing, pourtant si bien placé dans les



Alain Peyrefitte.

sondages, pour tomber le masque aussi ostensiblement ? A n'en pas douter, il appréhende les retombées des multiples afaires (de Broglie, les diamants, les boursicotages de son épouse, etc.) qui défraient l'actualité. Et l'échec de sa politique l'inquiète. L'idée de devoir s'en expliquer lors de la prochaine campagne l'insupporte. Il sait bien que les Français ont la mémoire courte. Confrontée à un bilan des promesses et des réalisations du septennat, l'opinion n'aura nul besoin d'un Coluche pour mesurer combien on s'est payé sa tête. Pour l'heure, seules les priorités des Français peuvent être valablement retenues. Un sondage réalisé pour « l'Express » par l'Institut Louis Harris-France, du 23 au 29 octobre, les indique clairement. On trouve aux quatre premières places la lutte contre le chômage (89 %), contre l'inflation et la hausse des prix (71 %), le maintien de l'ordre et la sécurité dans le pays (65 %) et la lutte contre les inégalités sociales (60 %). Si l'on retire le troisième point, fruit de la grande campagne menée depuis Poniatowski, les trois autres chapitres représentent autant d'échecs dans des domaines toujours présentés comme prioritaires par le président lui-même. Dans ces conditions, réel ou de circonstance, le raffraîchissement des relations de Giscard avec Barre tombe à point nommé. Le coupable de tous les échecs sera, bien entendu, le Premier ministre. Forcément : il n'est pas candidat. ●

Directement du producteur

CHAMPAGNE
BARON FUENTE

Vigneron, 21 av. F.-Drouet
02310 Charly-sur-Marne

Tarif sur demande.
Tél. : (23) 82.01.97

"Un innocent en prison c'est l'affaire des honnêtes gens"

L'affaire Mauvillain, qui secoue l'opinion publique en Charente-Maritime, a toutes les apparences d'une erreur judiciaire monstrueuse. Alerté par les socialistes, nombreux dans le comité de soutien à Guy Mauvillain, Robert Badinter a accepté de reprendre le dossier pour obtenir la révision du procès

Les faits

A La Rochelle, le 9 janvier 1975, vers 20 h 45, les voisins de Mlle Meilhan l'entendent crier. La police (on ne sait pas qui l'a prévenue) arrive sur les lieux à 20 h 55, en même temps que les pompiers. Ces derniers font inhaler de l'oxygène à la victime qui gît, les yeux fermés, le crâne ouvert, perdant du liquide céphalo-rachidien. A une question posée, Mlle Meilhan semble remuer les lèvres, mais ne parle pas.

Lorsque l'antenne du Samu arrive, la victime est transportée dans l'ambulance. Dans les quelques minutes qui précèdent le départ de l'antenne vers l'hôpital, la victime serait devenue plus consciente et aurait prononcé quelques paroles. Elle aurait prononcé le nom de Mauvillain. Un des premiers témoins dira : « J'ai supposé que l'agresseur s'était fait passer pour M. Mauvillain. » Une heure plus tard, à l'hôpital, Mlle Meilhan ne reconnaîtra pas sa sœur. Elle mourra sans avoir jamais pu parler, trois semaines plus tard.

L'inculpé

Guy Mauvillain est un homme de cinquante-cinq ans, en janvier 1975. Il mène avec sa femme une vie rangée et simple. Un petit pavillon, une vie calme. Il ne sort pas, il ne boit pas, il ne joue pas. Dans ses moments de loisirs, il écrit et il lit.

Sur trente-deux témoignages de moralité, trente sont en faveur de l'inculpé, deux sont défavorables : l'un est le témoignage d'un de ses frères, et relatif à des faits très lointains, l'autre est celui d'un employeur ayant vu Guy Mauvillain en colère.

Un détail, pourtant, pèse dans sa vie d'homme. Il y a une vingtaime d'années, il a été condamné à des peines légères. Depuis, plus rien, une vie rangée, sans histoire. Il a travaillé, passant d'un contrat à l'autre. Il a trente-sept annuités dans diverses entreprises. En janvier 1975, il est entre deux contrats. Il attend d'être embauché comme comptable en février. Il reste à la maison, prépare le repas pour sa femme qui travaille tard. Il va la chercher chaque soir à 22 heures à la sortie de l'hôpital où elle est aide-soignante.

La victime

Yvette Mauvillain a connu à l'hôpital une personne âgée dont l'état nécessitait des pansements quotidiens qu'elle a accepté de faire bénévolement à domicile. Il y a beaucoup d'amitié entre Yvette Mauvillain et cette dame âgée, sœur de Mlle Meilhan.

Yvette Mauvillain fait la connaissance de Mlle Meilhan, la future victime, chez sa sœur. Mlle Meilhan assiste aux soins quotidiens et, très souvent, Mme Mauvillain raccompagne Mlle Meilhan chez elle en voiture.

Mlle Meilhan habite seule. Elle a soixante-seize ans.

M. Mauvillain, un jour, est venu chercher sa femme et a rencontré les deux sœurs. On a échangé quelques paroles, quelques histoires de chats, et Mauvillain, très serviable, a proposé ses services s'il en était besoin.

Mobile, témoins, aveux, preuves, indices ?

Pas un seul. Rien. Jamais aucun. L'accusation ne reposera que sur une seule chose :



Guy et Yvette Mauvillain.

les paroles qu'aurait prononcées la victime au bord du coma.

Selon les experts en traumatologie, les paroles prononcées par la victime ne peuvent être interprétées sans tenir compte de l'oxygénation reçue, de la gravité des blessures, des suites du traumatisme, de l'âge de la victime et de la terreur qu'elle a ressentie en se voyant agressée.

Les témoignages successifs des trois personnes qui ont déclaré avoir entendu Mlle Meilhan prononcer quelques mots se transforment au fur et à mesure des dépositions.

L'instruction et le procès

L'instruction est menée à une vitesse étonnante, de l'aveu même du procureur de la République : « Le mobile du crime n'a pu être établi ni recherché compte tenu des délais trop rapides dans lesquels l'information a dû être cloturée. »

L'absence totale d'aveux, d'indices, de témoins, de mobile aurait justifié une enquête beaucoup plus minutieuse et longue, en particulier dans la recherche d'autres pistes, autrement plus sérieuses. Notamment celle d'un individu arrêté quelques jours après l'agression pour plusieurs cambriolages avoués dans le quartier de la victime ; celle du propriétaire d'un martelet de carrossier (saisi) portant des traces de sang tant sur le manche que sur la partie métallique ; celle enfin de deux autres suspects familiers du quartier.

Le 25 novembre 1975, après deux heures consacrées aux témoignages (aucun à décharge : aucun n'avait été cité par la défense... même la voisine des Mauvillain qui affirme que l'inculpé était chez lui au moment de l'agression), deux heures de débat et une demi-heure de délibération, Guy Mauvillain est condamné à 18 ans de réclusion criminelle, avec circonstances atténuantes... Comment ne pas s'étonner d'un tel verdict à partir d'une information aussi incomplète ? Comment juger « en son âme et conscience » un homme qui a été défendu par un avocat persuadé que l'innocence serait reconnue ?

Cinq ans d'impasse

Le pourvoi en cassation : il est rejeté, malgré de nombreux vices de forme. Le vice de forme invoqué (l'absence de résumé des débats du matin à la reprise de l'après-midi) n'a pas été pris en considération.

La requête en révision : présentée en juillet 1978 et basée sur le témoignage complet de la voisine, elle a été rejetée par le garde des Sceaux, ce témoignage « ne constituant pas un fait nouveau de nature à innocenter l'accusé »... Les négligences, les contradictions, les manquements constatés à tous les niveaux de la procédure ne sont pas des éléments que l'on puisse invoquer pour déposer une requête de révision. La requête est refusée le 29 août 1979.

Aujourd'hui

Guy Mauvillain est à la prison de Muret près de Toulouse.

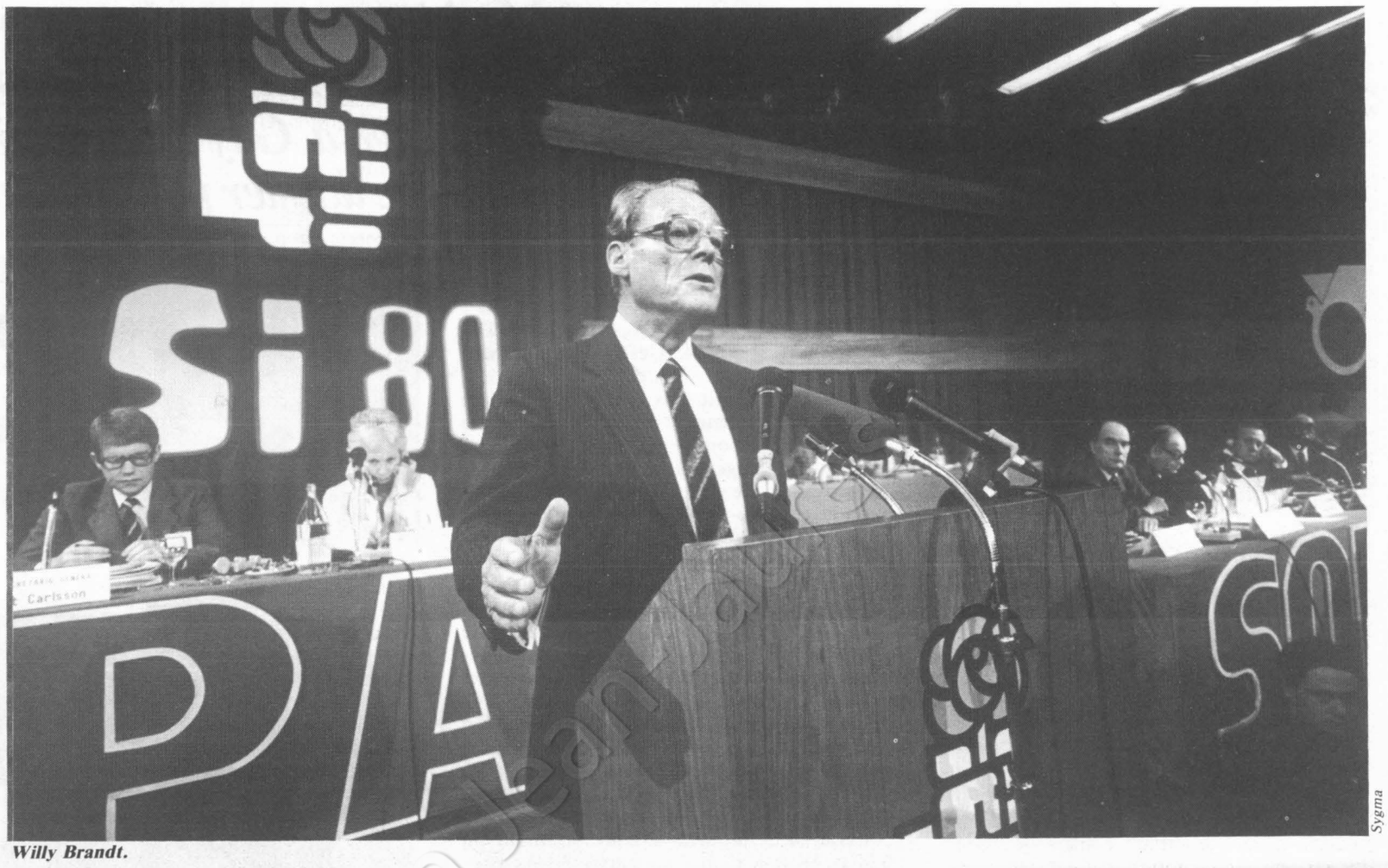
Six prisons en cinq ans. Sa santé se dégrade chaque jour ainsi que celle de sa femme. Tous deux ont cru pouvoir faire confiance à la Justice de leurs pays (le pays des Droits de l'homme !). Tous deux ont été écrasés par l'injustice et l'indifférence. Sans préjuger de l'innocence ou de la culpabilité de Mauvillain, on peut affirmer que, sans les insuffisances notoires de sa défense, les multiples doutes que recèle le dossier auraient pu — et dû — jouer en sa faveur. C'est ce que s'attache à démontrer Paul Lefèvre dans « Question de temps » (sur A2) lundi prochain. ●

La "mondialisation" de l'Internationale socialiste

Le congrès de Madrid a montré que l'Internationale socialiste était désormais une force qui compte entre les deux superpuissances, une voix qui peut être entendue

PAR CLAUDE ESTIER

S'IL fallait une preuve qu'il s'est bien passé quelque chose au congrès de l'Internationale socialiste à Madrid on la trouverait paradoxalement dans... « l'Humanité ». Alors que l'envoyé spécial du quotidien communiste s'était échiné pendant plusieurs jours à prétendre que l'I.s. n'était guère autre chose qu'un auxiliaire du capitalisme américain, il a dû écrire mardi : « Incontestablement le nouveau souffle impulsé par Willy Brandt depuis son élection à la présidence en 1976 a permis à l'Internationale socialiste de marquer des points. »



Sygma

Willy Brandt.

Fermement critique

Nouveau souffle, c'est bien ce qu'ont ressenti les cinq cents délégués et observateurs venus de plus de cinquante pays et de presque tous les continents qui ont débattu pendant quatre jours dans la grande salle de l'hôtel Melia Castilla.

Il y a quatre ans, à Genève, l'Internationale socialiste sortait à peine d'une longue léthargie qui l'avait fait passer à l'arrière-plan sur la scène internationale. Elle était encore essentiellement une organisation européenne s'ouvrant à peine vers le tiers monde avec l'admission du parti sénégalais de Léopold Senghor. Le discours du nouveau président Willy Brandt était une promesse d'élargissement dont les premiers fruits étaient déjà tangibles au congrès de Vancouver en novembre 1978. Madrid a été l'éclosion, avec, notamment, la présence massive des forces progressistes d'Amérique latine pour lesquelles l'Internationale socialiste est devenue un recours contre la pression de l'impérialisme américain. Ce qui a d'ailleurs amené les partis membres à résister eux-mêmes à cette pression en exprimant, contre les vœux de Washington, leur solidarité au Front démocratique révolutionnaire du Salvador en lutte contre la junte au pouvoir, de même qu'à toutes les forces de résistance au Guatemala, au Paraguay, en Uruguay, en Bolivie, au Chili, en Argentine, cette solidarité les amenant d'autre part à saluer les progrès vers la liberté et la démocratie réalisés au Nicaragua, en république Dominicaine et en Equateur.


Sygma

Lionel Jospin et François Mitterrand.

Cette position fermement critique à l'égard des régimes dictatoriaux en Amérique latine s'est prolongée pour la première fois par une nette distanciation à l'égard des Etats-Unis, qui les soutiennent quand ils ne les ont pas eux-mêmes mis en place. A cet égard, les intervenants au congrès de Madrid n'ont pas caché leur inquiétude sur les conséquences que pourrait avoir l'élection de Ronald Reagan, compte tenu des positions qu'il a affirmées tout au long de sa campagne. Avec les socialistes scandinaves et portugais, la délégation française où se trouvaient notamment François Mitterrand, Lionel Jospin, Jean-Pierre Chevènement, Michel Rocard, Jean-Pierre Cot, Robert Pontillon, etc. a pesé en faveur d'une condamnation sans complaisance du comportement de Washington. Une délégation composée de Felipe Gonzalez, Willy Brandt, Bruno Kreisky, Olof Palme, François Mitterrand et Michel Rocard devrait d'ailleurs se rendre prochainement dans la capitale américaine pour y affirmer notamment la volonté de l'Internationale socialiste de défendre la révolution au Nicaragua.

Prenant ainsi ses distances à l'égard des Etats-Unis (1) le congrès de Madrid a été également amené à se prononcer en faveur d'une réforme des institutions monétaires et financières internationales aujourd'hui dominées par Washington, en particulier le Fonds monétaire international (F.M.I.) dont la résolution finale souligne qu'il doit « cesser d'imposer des conditions de crédit inacceptables qui entravent le progrès et la justice sociale dans les pays du tiers monde ».

Débat permanent à propos de l'O.l.p.

La position du congrès a pu paraître plus ambiguë sur le Proche-Orient où l'on a retrouvé le débat permanent sur le problème de la reconnaissance de l'O.l.p. qui était réclamée par les représentants du P.s.o.e. Il semble en fait que tout en soulignant qu'il ne saurait y avoir de « paix juste et totale » sans que soient pris en compte « les droits légitimes du peuple palestinien », la majorité du congrès n'ait pas voulu créer d'obstacle au retour au pouvoir du Parti travailliste israélien qui, acceptant de discuter avec des représentants palestiniens, refuse pourtant de s'engager sur la reconnaissance de l'O.l.p. tant que celle-ci n'a pas elle-même renoncé à l'objectif proclamé dans sa charte de détruire l'Etat d'Israël.

Le texte adopté n'en résulte pas moins d'un accord entre Shimon Pérès d'une part et, d'autre part, Willy Brandt et Bruno Kreisky dont on sait qu'ils ont eu l'occasion de rencontrer Yasser Arafat. Un observateur de l'O.l.p. était d'ailleurs présent dans les couloirs du congrès, sans que cela ait soulevé le moindre incident.

Siégeant à quelques centaines de mètres de la Conférence de sécurité et de coopération en Europe, dont le départ a été particulièrement laborieux, le congrès de l'Internationale socialiste s'est évidemment préoccupé des problèmes de la paix et de la détente. Tous les intervenants se sont inquiétés du regain de tension enregistré en particulier depuis l'intervention soviétique en Afghanistan. Mais ils n'en ont pas moins souhaité que la Conférence de Madrid ne soit pas qu'un « mur de lamentations » et qu'elle parvienne à définir de nouveaux objectifs dans tous les domaines, en particulier dans celui de la limitation et du contrôle des armements. Le congrès s'est prononcé pour la tenue d'une conférence européenne du désarmement, ce qui, soulignons-le en passant, était la position de la délégation française en dépit du scepticisme exprimé à ce sujet par Jean-Pierre Cot.


Sygma

Bayardo Arce Castagno, représentant du Nicaragua.

La défense des libertés et des droits de l'homme a été un autre des thèmes essentiels de ce congrès qui a salué d'une chaleureuse ovation le discours de François Mitterrand introduisant ce débat. Le Premier secrétaire du P.s. a souligné l'indissociabilité de la démocratie politique, économique et sociale. Il a plaidé pour la prise en compte des droits des femmes, de ceux des minorités. Il s'est enfin inquiété du recul des libertés individuelles et collectives dans les vieilles démocraties européennes qui ne sont pas à l'abri de la contagion dictatoriale. Cet hymne à la liberté, qui s'appuyait sur le rapport du Groupe d'études de l'Internationale socialiste sur les droits de l'homme, présidé par Daniel Mayer, est apparu dans une certaine mesure comme une réponse dynamique à l'inquiétude ressentie dans le congrès devant la progression des forces de droite dans les grands pays industrialisés avec les conséquences qui peuvent en résulter, notamment la remise en cause des conquêtes ouvrières auxquelles socialistes et socio-démocrates sont fondamentalement attachés.

Sur ce point aussi le congrès de Madrid marquera une date dans l'histoire déjà longue de l'Internationale socialiste. La « mondialisation » de celle-ci en fait désormais une force qui compte entre les deux superpuissances américaine et soviétique, une voix qui peut être entendue quand elle s'adresse à celles-ci pour les inviter à préférer la négociation à la guerre. Son seul handicap aujourd'hui est peut-être d'avoir grandi trop vite et d'être devenue elle-même, par la multiplication des partis membres (2), le lieu de certaines contradictions. C'est un problème pour l'avenir. Mais il est plus aisé de faire face aux problèmes de la croissance qu'à ceux du dépérissement. ●



Sygma

Shimon Pérés et Léopold-Sédar Senghor.

(1) Dans une intervention qu'il a faite mercredi dernier au Parlement européen, Enrico Berlinguer a retenu comme particulièrement positive cette attitude de l'Internationale socialiste.

(2) Le Comité ad hoc que présidait Lionel Jospin a admis au cours de ce congrès le Parti de la Haute-Volta, le Parti socialiste israélien Mapam et le Parti socialiste progressiste du Liban dont Kamal Joumblatt fut le leader et qui est le premier parti arabe membre de l'Internationale.

Le défi islamique

Dans son livre "l'Islam au défi", Jacques Berque analyse "l'impropriété du religieux à fonder une politique à lui seul"

PAR CAMILLE SCALABRE

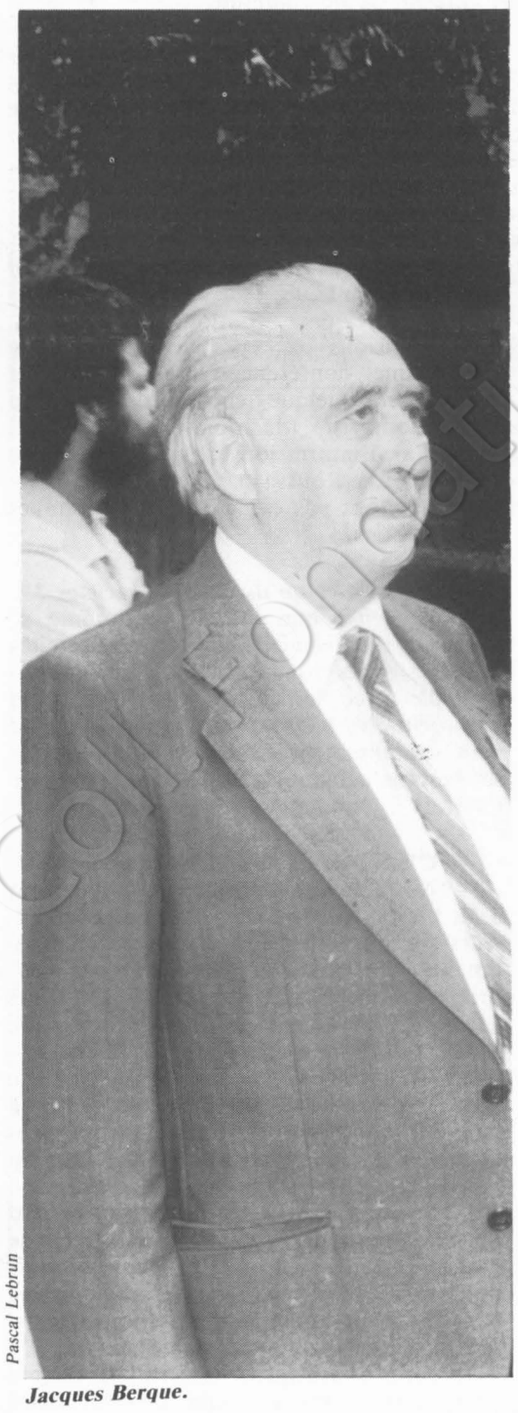
JACQUES BERQUE écrit, au début de son livre, qu'il se veut « orientaliste engagé ». Il entend par là mener sa réflexion à partir de l'islam analysé de l'intérieur, et, d'abord, en partant du Coran, référence immuable. Mais la nature même de l'islam étant « de manifester sans interruption deux faces spirituelle et temporelle », le premier défi qui se pose à lui, aujourd'hui, est celui de son insertion dans le monde qui l'environne et qui est à la fois en marche et en crise. Ainsi, Berque évoque ce « corps-à-corps de l'islam avec le monde », qui « équilibre sa contemplation de lui-même ».

On comprend mieux, dès lors, ce que peut signifier la tendance dite intégriste, qui a toujours existé dans l'histoire, pour un retour à un islam pur et dur, allant jusqu'au rejet de l'évolution du monde depuis deux siècles, en récusant, en particulier, cet islam jacobin qui a soutenu les luttes de libération au nom des droits de l'homme et de la raison. Des pays comme la Syrie et l'Egypte ont pris conscience du danger et répriment durement ceux qui font courir le risque d'un retour de l'archaïsme sous couvert d'une invocation à la tradition.

Les événements d'Iran donnent à ce mouvement, avec les caractères propres à ce pays, une actualité singulière. Les passages qui les concernent, pour être dispersés, n'en sont pas moins liés par une même réflexion : c'est, d'abord, la constatation de « l'impropriété du religieux à fonder une politique à lui seul ». Si une morale spirituelle a pu renverser l'Etat apparemment le plus fort de l'Asie moyenne, l'éthique invoquée pour détruire s'est révélée, jusqu'ici, impropre à organiser et à construire. Berque poursuit : « Contre la coalition du progrès, l'islam manifestait son droit d'être Persan... » Outre le bonheur de l'expression, la formule est chargée de sens.

L'islam, aujourd'hui, après les luttes émancipatrices qu'il a permises et gagnées se trouve, en effet, intégré par des nations devenues des Etats, justiciables, en principe, du droit international et membres des Nations unies. Le nationalisme y trouve la jeunesse d'une passion encore inassouvie : conflit Irak-Iran, opposant, cette fois-ci, deux pays musulmans ; conflit au Tchad entre deux factions se réclamant de l'islam, la Libye aidant. Faut-il y voir une atteinte à l'unité de celui-ci ou, plutôt, un des défits qu'il doit relever : celui des nationalismes non maîtrisés ?

Voici, donc, deux défis ravivés par l'histoire contemporaine et qui se posent à ce monde de l'islam sur lequel l'Occident perplexe, voire inquiet, s'interroge. Ce n'est pas un des moindres mérites du livre de Berque que de permettre à cette interrogation de s'exprimer en connaissance de cause.

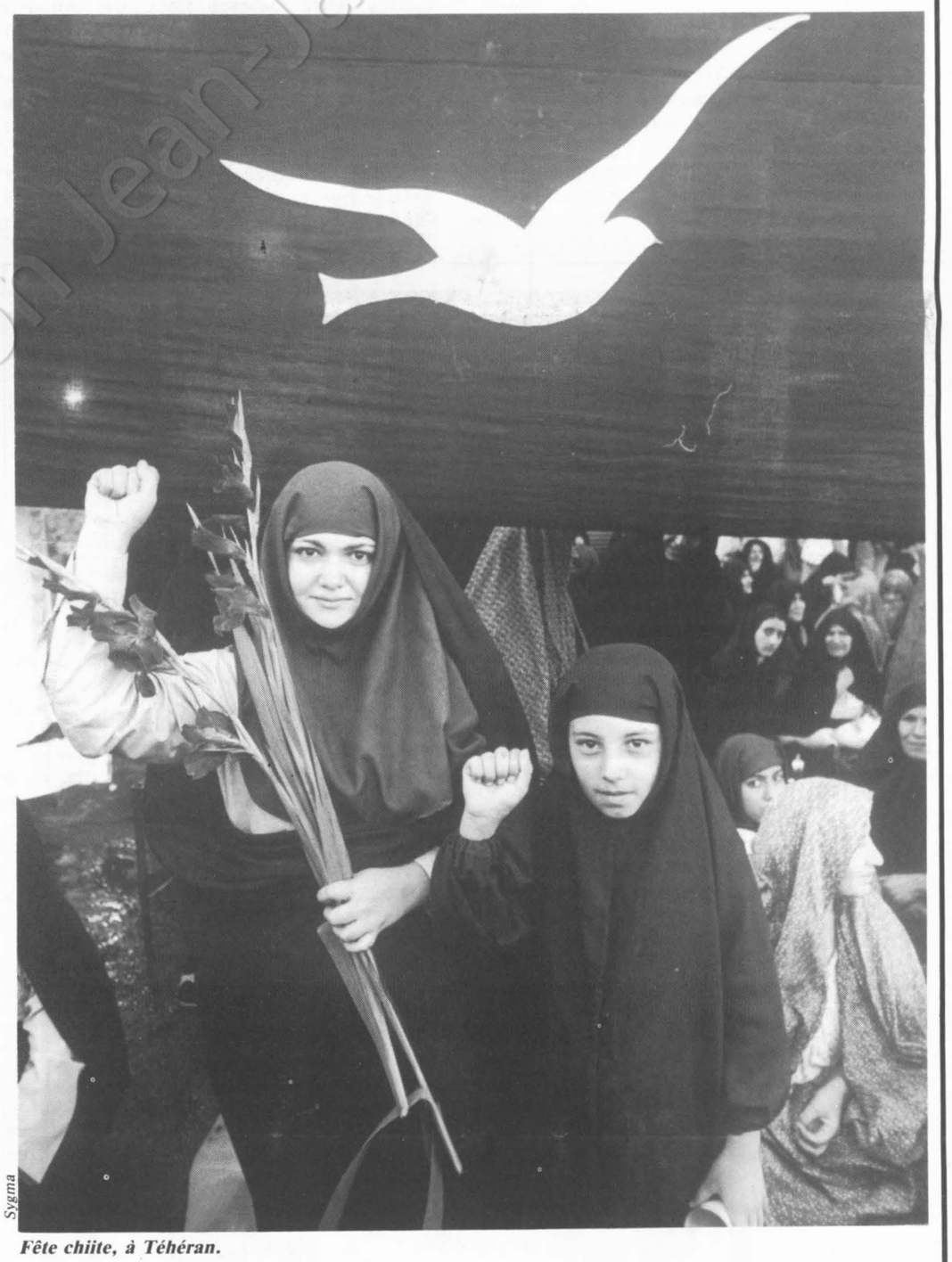


Pascal Lebrun

Jacques Berque.

Mais il est encore d'autres défis entrevus en filigrane dans son livre. Je retiendrai celui qui est lié au riche domaine, jusqu'ici préservé dans l'ensemble, de la vie personnelle et sociale qu'imprègne un islam se voulant omniprésent, et qui apparaît d'autant plus précieux dans le contexte de crise autant morale qu'économique qui secoue le monde.

Berque souhaite, aussi, que « des conjonctions plus rigoureuses s'établissent entre la démocratie et l'islam » : vaste sujet qui mériterait un livre à lui seul ! C'est un autre défi que les Etats islamiques partagent avec la plupart des Etats nouvellement indépendants. Car il y a des raisons historiques communes qui rendent malaisée à ces jeunes Etats, musulmans ou non, après tant d'années de colonisation ou de domination, la pratique de la démocratie, que nous avons toujours tendance à concevoir à la façon occidentale. Il s'agit, pour eux, d'assurer la primauté de l'unité de l'Etat, ce qui ne va pas de soi lorsque des divisions ethniques ou autres la menacent dans l'esprit de dirigeants se jugeant eux-mêmes menacés et confondant souvent leur maintien au pouvoir avec la sauvegarde de cet Etat unitaire, qui est encore une notion neuve dans beaucoup de ces pays. Ainsi, le socialisme, lorsqu'il est invoqué, a tendance à s'y faire plus autoritaire que démocratique. Un vaste champ de recherche et de création s'ouvre, ici, dans les pays musulmans qui, sous des formes diverses, se réclament d'une option socialiste. Berque aurait, sans doute, beaucoup à dire sur ce sujet, et on espère qu'il le dirra.



Sygma

Fête chiite, à Téhéran.

En tout cas, il affirme aujourd'hui que « l'islam est voué statutairement à la mondialité qu'appelle sans équivoque un verset du Coran ». A partir de là, comment s'étonner que ce « droit aux problèmes » que Berque revendique pour lui l'amène à des remises en cause dans toutes les directions ?

L'histoire est en train de se faire à partir de ces nouvelles chances de l'islam dans la complexité du monde d'aujourd'hui. ●

Combattre le racisme dès l'école

Après la conférence de Tel-Aviv, qui a réuni des enseignants pour réfléchir sur le rôle de l'école dans la lutte antiraciste, Guy Georges, secrétaire général du S.n.i., répond à "l'Unité"

PAR EMMANUELE PLAS

POUR la première fois une conférence mondiale des enseignants s'est tenue à Tel-Aviv, du 10 au 14 novembre, afin de réfléchir au rôle de l'école pour combattre le racisme, l'antisémitisme et toutes les violations des droits et libertés des hommes.

Les trois cents participants, réunis à Tel-Aviv, représentant trente-six pays par leurs organisations syndicales et professionnelles d'enseignants — dont la F.e.n. et le S.n.i. qui faisaient partie des organisateurs — ont lancé, à l'issue de la conférence, un appel aux enseignants du monde pour combattre le racisme, l'apartheid, l'antisémitisme et les violations des droits de l'homme.

Guy Georges, secrétaire général du S.n.i., présidait le comité de résolution de la conférence. Il répond, en exclusivité, aux questions de « l'Unité » sur le combat contre le racisme que mènent les enseignants français et sur leurs perspectives d'action dans ce domaine après la réunion de Tel-Aviv.

« L'UNITE » : S'il n'y avait pas eu l'attentat de la rue Copernic, la conférence de Tel-Aviv serait-elle passée inaperçue dans l'opinion française ?

GUY GEORGES : Il est certain que l'horrible attentat de la rue Copernic a provoqué une importante réaction antiraciste. Ce n'est pas un hasard si trois jours après cet attentat des centaines de milliers de Français sont descendus dans la rue pour signifier qu'ils ne laisseraient jamais le pays basculer dans la pratique néo-nazie.

Quant à l'initiative de la conférence de Tel-Aviv, elle vient de nos camarades instituteurs d'Israël. Elle date de la sortie du film « Holocauste » et des réactions que ce film a pu provoquer dans l'opinion et dans le secteur scolaire. Comme nous avons des relations très étroites et depuis toujours avec les instituteurs israéliens, ces derniers nous ont demandé de participer avec cinq autres organisations dont la F.e.n. à la mise sur pied de la conférence.

Nous avons sollicité toutes les organisations d'enseignants, dans le monde. Sans exclusive je tiens à le préciser. Car nous étant adressé aux quatre organisations internationales, trois nous ont donné leur accord, seule la F.i.s.e., à dominante communiste, a tout fait pour que nous échouions dans notre entreprise. Elle a motivé son boycott par des arguments d'ordre politique. La F.i.s.e. a cru devoir dire que notre conférence était un soutien à la politique d'Israël et de Camp-David. Or nous sommes allés en Israël parce que le syndicat israélien était à l'origine de l'initiative. Nous serions allés ailleurs tout aussi bien. Nous étions à Tel-Aviv, non pas pour approuver ou désapprouver le gouvernement israélien mais pour nous interroger sur une très grave question ! Quel rôle les éducateurs peuvent-ils jouer pour lutter efficacement contre le racisme, l'antisémitisme et toutes les violations des droits de l'homme ? Et il est regrettable qu'aucun pays de l'Est n'ait été représenté.

— La lutte contre le racisme est donc pour vous un combat prioritaire ?

— Dès sa naissance, le S.n.i. a lutté contre toutes les attitudes racistes, toutes les attitudes belliqueuses. Je pense que la fierté de notre syndicat est d'avoir créé, en 1926, en commun avec nos collègues allemands, une société dont le but était de fabriquer des livres d'enseignement qui ne soient pas à tonalité revancharde. Dès le début de notre existence nous avons recherché la compréhension entre les enseignants et nous avons voulu traduire cette compréhension au niveau de l'éducation de nos élèves. Nous poursuivons la même démarche aujourd'hui, mais de manière beaucoup plus large, parce que dans le monde entier on est loin d'être à l'abri des idées nazies, on est loin d'être à l'abri d'une déviation fasciste ou dictatoriale.

Constamment, chaque fois qu'un crime contre la vie de l'homme, contre ses libertés essentielles a été perpétré , le S.n.i. a toujours demandé à ses adhérents de profiter — si je puis dire, hélas ! — des circonstances pour répéter aux enfants ce qu'est le respect des autres, pour expliquer comment vivent les sociétés humaines et les Etats. C'est vraiment pour nous une préoccupation permanente.

— Mais vous n'avez pas complètement réussi, loin de là.

— C'est évident. Si nous avions réussi nous n'aurions pas éprouvé le besoin de réunir une conférence internationale et d'organiser quelque chose de beaucoup plus volontariste, de moins circonstanciel. Mais j'ai l'impression que les thèses de Jean-Jacques Rousseau ne nous ont guère servi : il n'est pas évident que les hommes naissent bons.

— Mais est-ce qu'ils naissent racistes ?

— Je pense que le petit d'homme se heurte instinctivement à d'autres nécessités que les siennes donc qu'il y a relation conflictuelle avec les autres. Et l'éducation c'est peut-être bien de faire comprendre au petit d'homme qu'il va devoir confronter ses besoins personnels et égoïstes à ceux de l'autre.

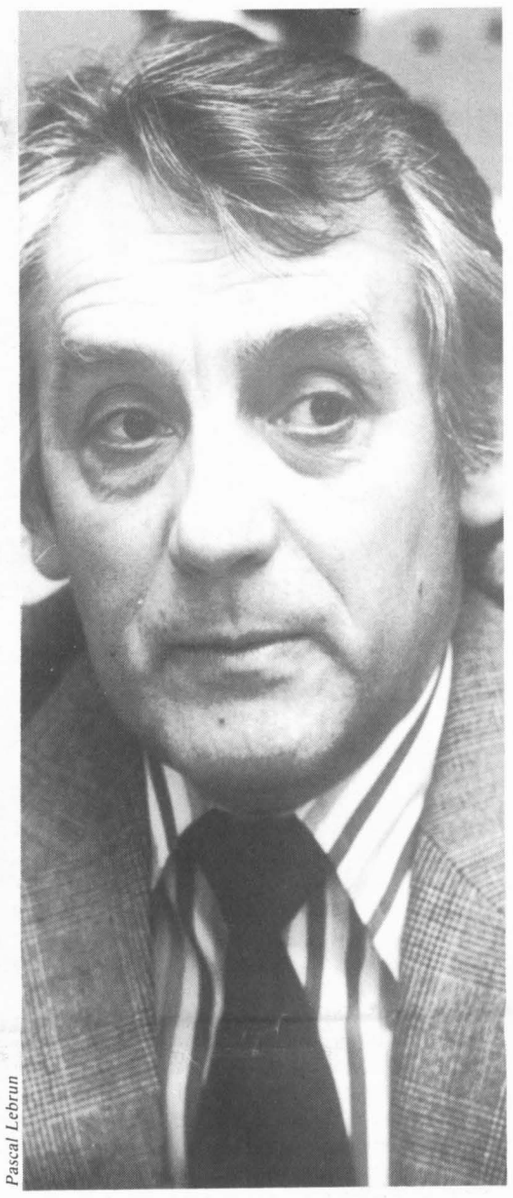
— C'est-à-dire à la différence.

— Absolument. Le grand ressort de tout cela, c'est l'idée — que nous avons d'ailleurs pu faire passer lors de cette conférence — de la laïcité telle que nous voudrions qu'elle s'imprègne dans l'esprit des gens. Si nous arrivions à faire comprendre aux enfants — et ensuite aux adultes — que selon la formule sacro-sainte — mais je n'en ai pas trouvé de meilleure — « ma liberté à moi finit là où commence celle des autres », je crois que nous aurions fait un grand pas. Il ne s'agit pas de tolérance : être laïc ce n'est pas être tolérant à l'égard des déviations, des perversions de l'attitude humaine. Je ne suis pas tolérant vis-à-vis du fascisme parce que c'est une gangrène dans l'attitude humaine et que nous devons être intolérants face à ces gangrènes.

Je crois que c'est cette formule de ma liberté par rapport aux limites de la liberté de l'autre qui est le meilleur support pour l'éducation. Mais il y a une condition pour que l'éducation antiraciste des enfants soit efficace, c'est que les Etats comprennent qu'il faut d'abord rassembler les enfants dans les mêmes écoles, dans les mêmes classes, sans distinction, de religion, de culture ou de milieu social.

— C'est ce qui se fait en France.

— C'est ce qui se faisait. La grande œuvre scolaire de la IIIe république a été justement de rassembler les enfants dans une même école. Mais depuis une quinzaine d'années, tout le contexte législatif dont la loi Guermeur est le plus beau fleuron tend à diviser les enfants. Cette loi, dès lors qu'elle permet de créer des écoles en fonction des religions — pourquoi pas demain du milieu social, pourquoi pas demain du milieu culturel — va à l'encontre d'une éducation antiraciste. Tout ce qui rassemble les enfants peut nous aider à développer chez eux — et plus tard chez les adultes — le sentiment que la différence de race n'est pas infranchissable alors que tout ce qui les divise contribue à entretenir le racisme, le racisme quotidien car il n'y a pas que le racisme de couleur.



Pascal Lebrun

Guy Georges.

— Mais concrètement, le racisme de couleur, ça se pose pour les instituteurs, qui dans leur classe ont des enfants d'origine antillaise, indochinoise ou maghrébine.

— De ce point de vue-là, les instituteurs réussissent dans une difficile entreprise, encore qu'ils n'aient pas toujours les moyens pédagogiques d'une réussite totale. Les instituteurs recherchent une meilleure intégration des enfants des travailleurs immigrés dans le milieu dans lequel ils vivent. Il y a des structures — hélas insuffisantes ! — qui nous permettent de bien faire comprendre aux petits Portugais, comme aux petits Algériens, comme aux petits Français, qu'ils ne sont pas différents dans ce qu'ils doivent devenir, même s'ils sont différents par certains aspects. Le racisme de l'hostilité, de la prévention à l'égard de l'autre parce que l'autre réagit toujours différemment de soi existe aussi entre enfants de même couleur de peau, entre deux enfants de la même rue, par exemple. Ce racisme existe aussi chez les adolescents. Il faut être vigilant et notre travail consiste à expliquer ceci : que l'on soit juif, musulman ou chrétien on est ni meilleur ni pire que les autres.

Mais sans être sceptique, il faut dire que l'école ne peut pas tout faire à elle toute seule. Il y a, comme on le dit maintenant, un environnement. La tâche la plus ingrate pour un éducateur est de convaincre les enfants d'avoir un comportement « d'honnête homme » alors que ce comportement même est quotidiennement bafoué par les adultes. Pratiquer la morale alors que les principes moraux les plus profonds, les plus permanents ne sont pas appliqués par les adultes est une tâche bien difficile pour les enseignants.

cinéma

QUATRE-VINGT

263

NOVEMBRE 80

BLAIN • GODARD
PISCICELLI • DIEGUES
JERRY LEWIS
ARIE DZIERLATKA

• LE CINEMA DES PRESIDENTS AMERICAINS



Patrick Norbert et Isabelle Rosais dans LE REBELLE, de Gérard Blain

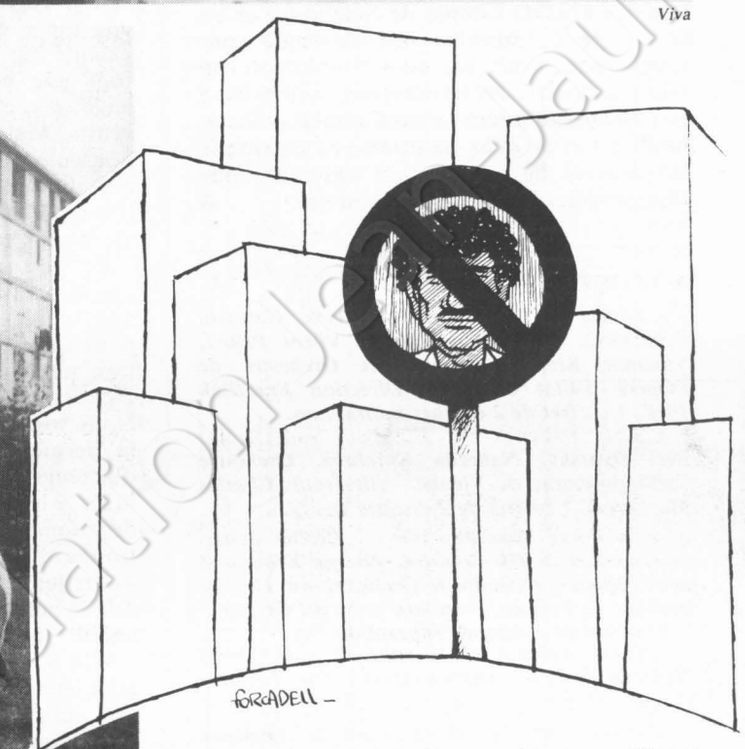
EN VENTE AUX EDITIONS TC
49, rue du Fbg Poissonnière 75009 PARIS : 14 F
Ne pas oublier de joindre le paiement à la commande
CCP 34 120 44 : La Source



Viva



Viva



exercer sa liberté de conscience, sa liberté de pensée. Il y a là une relation étroite entre la liberté de l'éducateur et ce qu'il doit enseigner.

Lorsque notre métier tombe dans la facilité de l'obéissance aux raisons d'Etat il court un grand risque. En Allemagne, au moment de l'hitlérisme — nous l'avons constaté à Tel-Aviv avec nos camarades allemands —, parmi les causes de l'installation du nazisme le rôle des enseignants a été important car le régime a trouvé un appui dans les structures scolaires, notamment par la mise en œuvre des Jeunesses hitlériennes. C'est une perversion du métier. D'où la nécessité d'être libre et indépendant des raisons d'Etat : c'est aussi une autre approche de la laïcité.

Pour compléter ce constat, je pense, par exemple, à nos collègues d'Amérique latine emprisonnés, pourchassés, torturés, qui luttent pour la liberté de pensée. Je pense à ceux qui luttent en Union soviétique et qui y sont brimés. Je pense à ceux de Pologne qui se battent pour l'indépendance de leurs syndicats, c'est-à-dire pour l'indépendance de leur façon de penser. Tous ceux-là sont l'honneur de notre profession. Il y a là une déontologie du métier qu'il est absolument nécessaire de bien prendre en considération. Mais il y a une contrepartie à cette liberté totale de l'enseignant : celui qui veut enseigner les droits de l'homme doit lui-même être, dans la pratique, un exemple de ce respect.

— Quelles résolutions concrètes ont pris les participants à la conférence de Tel Aviv ?

— Nous sommes tous tombés d'accord sur ces principes que je viens d'énoncer et nous les avons affirmés dans un appel que nous avons lancé aux enseignants du monde. J'ai senti un engagement profond de tous, parce qu'ils se reconnaissaient non seulement dans ces principes, mais aussi dans une volonté d'aller plus loin. Mon rôle était de rassembler les propositions d'actions. Elles portent sur trois plans : les programmes, la formation des maîtres et l'information. Nous demanderons à nos gouvernements d'inclure dans les programmes d'étude un programme spécial consacré à l'antisémitisme, ses causes, ses effets et d'une manière générale à tous les faits historiques qui montrent que le génocide a existé — je pense aux Indiens d'Amérique — et existe. Nous avons l'ambition de rassembler tout le matériel pédagogique disponible dans le monde de façon à informer les enseignants de l'existence de tel ou tel document expliquant, enseignant ce qu'a été l'holocauste ou ce qu'ont été les génocides. Nous demanderons à nos gouvernements de renforcer dans les programmes de sciences naturelles, tous les éléments susceptibles de rectifier les théories racistes. Nous demanderons bien sûr d'intégrer aux programmes l'enseignement de l'histoire contemporaine et des sciences sociales.

Nous demanderons à l'Unesco de créer une commission spéciale de vérification et de révision des manuels d'histoire de façon à en expurger tout ce qui est racisme belliqueux dans le sens le plus absurde du terme : il y a énormément d'aberrations revanchardes en fonction de l'histoire propre à chaque pays dans les livres d'histoire. Si l'Unesco hésite, nous pouvons aller jusqu'à créer notre propre commission. Cette dernière serait presque un jury d'honneur du livre d'histoire. Nous souhaitons aussi qu'un programme d'éducation civique soit nettement précisé dans chaque pays. Moi-même, je vais immédiatement écrire au Premier ministre et au ministre de l'Education nationale pour lui demander de revoir les programmes. Toutes les délégations présentes à Tel-Aviv feront des démarches semblables.

Nous demandons à l'Onu de rappeler aux Etats membres l'engagement qui a été pris le 10 décembre 1948 de « ne négliger aucun moyen en leur pouvoir pour publier solennellement le texte de la Déclaration universelle des droits de l'homme et faire en sorte qu'il soit distribué, affiché, lu et commenté principalement dans les écoles et autres établissements d'enseignement, sans distinction fondée sur le statut politique des pays ou des territoires ». Nous demandons à l'Onu d'utiliser tous moyens pour convaincre les nations de veiller à ce que cet engagement soit rempli.

En ce qui concerne la formation des enseignants, nous demandons que les programmes traitent du racisme, de l'antisémitisme, de l'apartheid et de toutes les violations des droits de l'homme.

Nous demandons à l'Unesco de convaincre tous les gouvernements de tous les pays membres de mettre en œuvre les moyens d'une campagne constante et systématique d'éducation pour l'enseignement des droits essentiels et des libertés, tels qu'ils figurent dans la Déclaration universelle.

Nous demandons aux Etats signataires de la Déclaration universelle d'inclure dans la formation professionnelle de tous les enseignants la connaissance des articles de cette déclaration.

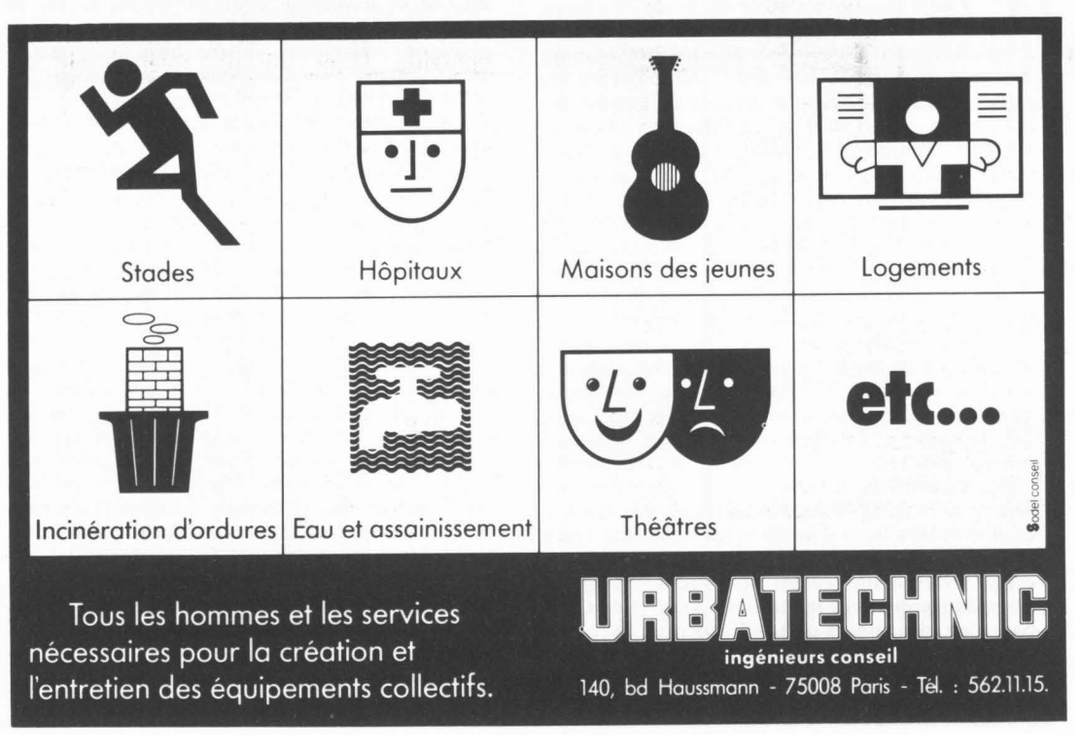
Pour ce qui a trait à l'information, nous allons faire appel aux médias pour qu'ils participent à cette action humanitaire. Nous voulons lutter contre les déformations et les discriminations que les médias transmettent. A la télévision, à la radio on donne trop de place à la violence : un western, par exemple, est perçu par un adulte comme une œuvre de fiction mais pour un enfant il peut signifier la lutte et la victoire du gentil Blanc contre le méchant Indien — qui d'ailleurs a la peau plus foncée.

— Ne craignez-vous pas de passer pour des censeurs ?

— J'espère qu'on nous traitera d'idéalistes. ●

— Le racisme aurait-il une cause morale ?

— Il y a dans les causes du racisme des racines philosophiques et politiques. A Tel-Aviv nous avons mis en évidence les causes politiques et sociales du racisme. Nous considérons que les politiques économiques et sociales des Etats peuvent représenter des causes de racisme. Ainsi, il y a une forme de racisme qui s'instaure et qui n'a rien à voir avec la couleur de la peau — même si certaines fois elle recoupe cet aspect — c'est celle du travailleur supérieur par rapport au travailleur inférieur. Voilà une forme de racisme qui pèse dans nos sociétés capitalistes. Donc, les notions de justice sociale, d'égalité sociale constituent des concepts d'éducation pour lutter contre le racisme. C'est-à-dire que l'enseignant a un rôle, qui n'est pas dissociable, d'éducateur mais aussi de citoyen. Comme je l'ai affirmé à Tel-Aviv dans mon intervention de conclusion à la conférence, un enseignant ne pourra pas éduquer des jeunes sur les dangers du racisme, sur toutes les violations des droits de l'homme s'il n'est pas lui-même libre, c'est-à-dire s'il ne peut pas



OPÉRA

Connaissez-vous Leos Janacek ?

Chantre du nationalisme tchèque, Leos Janacek, à l'affiche de l'Opéra de Paris avec "Jenufa", est à découvrir

PAR CLAUDE GLAYMAN

QUE connaissons-nous de Leos Janacek jusqu'ici ? Peu de choses. La mise à l'affiche de l'Opéra de Paris de sa première grande œuvre lyrique, « Jenufa » — dont une version tchèque et en tchèque vient de sortir (1 coffret de 2 disques Supraphon, direction Frantisek Jilek à la tête de l'Opéra de Brno) —, l'annonce par la firme Decca (de nouveau active en France) d'une intégrale des œuvres lyriques et enfin la parution toute récente d'un essai biographique sous la plume de l'excellent homme de radio qu'est Guy Erismann, tout cela contribue à lever un voile décisif sur un compositeur assurément majeur.

Originaire d'un petit village de Moravie (Hukvaldy), Leos Janacek (1854-1928) a connu le destin de son peuple : destin politique, héritage artistique. La Moravie au XIXe siècle appartient à l'Autriche/Hongrie, mais depuis 1848 (notamment) cette partie de l'Europe est secouée par le mouvement des nationalités, ce que l'on peut symboliser par le conflit entre les deux langues : l'allemand la dominante et le tchèque l'ascendante. La romanisation de la religion constitue également une donnée. En 1918 après la défaite du Reich, l'empire s'effondre et donne, entre autres, naissance à la république de Tchécoslovaquie dans laquelle le musicien vivra dix années au cours desquelles il écrira la plus grande partie de ses chefs-d'œuvre.

Instituteur, Janacek compositeur sera marqué par trois grandes préoccupations : une idéologie pan-slaviste, une recherche ethno-musicologique qui préfigure celle d'un Bartok (et prolonge de manière plus rigoureuse les démarches de ses illustres prédécesseurs, Bedrich Smetana et Anton Dvorak), enfin une organisation de la musique autour du langage (populaire) parlé tout à fait originale.

Trois axes

Le pan-slavisme, et même la russophilie de Janacek constituent une réponse au germanisme. Janacek qui a vécu très longtemps (et qui a connu le stimulant d'un amour tardif et passionné) a été le contemporain partiel ou total d'un très grand nombre d'artistes austro-hongrois qui se sont plus ou moins trouvés confrontés à des problèmes de nature voisine ; cela va du judaïsme de Kafka aux préoccupations du « révolutionnement » du langage d'un Schoenberg jusqu'au renouveau de l'Opéra sous la direction de Gustav Mahler. On sent très bien face à tout cela les causes de l'invocation nationale pour ne pas dire nationaliste de Janacek. On comprend cette réaction. N'a-t-elle pas, dans la mesure où elle a pu être outrée par des épigones moins judicieux, conduit aux excès chauvins de ce qui sera ultérieurement le « réalisme socialiste » dans les pays communistes de l'Est ?

A la décharge de Janacek il faut souligner son modernisme profond étayé par un travail rigoureux d'ethno-musicologue et par une réflexion sur la matière de l'opéra. Auteur de plusieurs ouvrages théoriques importants, Janacek a poursuivi une harmonie qui se trouvât en liaison avec les modes naturels de la musique populaire. Préoccupé de philologie et de psychologie, marqué par les conceptions de Herlmotz et de Wilhelm Wundt sur le libre enchaînement des accords, Janacek a inventé « la mélodie du langage parlé » à laquelle il a associé des observations très fines sur l'influx nerveux des personnages d'opéra. Il disait : « Il n'y a pas d'art plus grand que la musique du langage humain car il n'existe pas d'instrument qui puisse permettre à un artiste d'exprimer ses sentiments avec une véracité égale à celle du langage parlé. »

Le coup de tonnerre c'est « Jenufa » dont la réalisation s'échelonne de 1894 à 1903 et que le compositeur achève alors qu'il a cinquante ans. Auparavant, il a écrit de très nombreuses œuvres chorales, de la musique de chambre (perdue le plus souvent), d'orchestres et deux opéras. « Jenufa » marquera un tournant lorsque l'œuvre sera créée à Prague (1916), puis à Vienne (1918) alors que la scène de Brno la monta dès 1904. Cette œuvre géniale, qui n'a ni précédent ni suite en dehors des chefs-d'œuvre du maître, développe bien la thématique chère à ce naturaliste qui n'est ni un romantique ni un vériste, mais qui appréciait Pietro Mascagni et « Louise » de Gustave Charpentier. Le thème (religieux) de la punition et de la rédemption est au cœur de l'œuvre dont l'auteur rédigea le livret inspiré par un auteur tchèque.

Cette composition d'une très grande beauté et d'une non moins grande nouveauté constitue un peu le prototype de la série des chefs-d'œuvre lyriques qui sortiront de la plume de Janacek et qui feront sa gloire internationale. Citons parmi d'autres « le Journal d'un disparu », « Kata Kabanova » (1920), « La Petite Renarde rusée » (1921), « l'Affaire Makropulos » et l'ultime « De la Maison des Morts » (1927). Adepte de Salzbourg et de la Société de musique internationale contemporaine, l'auteur, dont l'audience n'a fait que croître, est également l'auteur d'un extraordinaire poème symphonique « Taras Boulba » et de deux quatuors. Le catalogue des œuvres de Janacek est vaste et nous commençons à peine à le découvrir. ●

A ÉCOUTER

« Jenufa » : Opéra en trois actes. Gabriela Benackova, Nadezda Kniplova, Vilem Pribyl, Vladimir Krejcik. Chœurs et Orchestre de l'Opéra d'Etat de Brno. Direction Frantisek Jilek. 1 coffret de 2 disques Supraphon.

« Kata Kabanova » : Elisabeth Soderström, Petr Dvorsky, Nadezda Kniplova, Orchestre Philharmonique de Vienne. Direction Charles Mackerras. 1 coffret de 2 disques Decca.

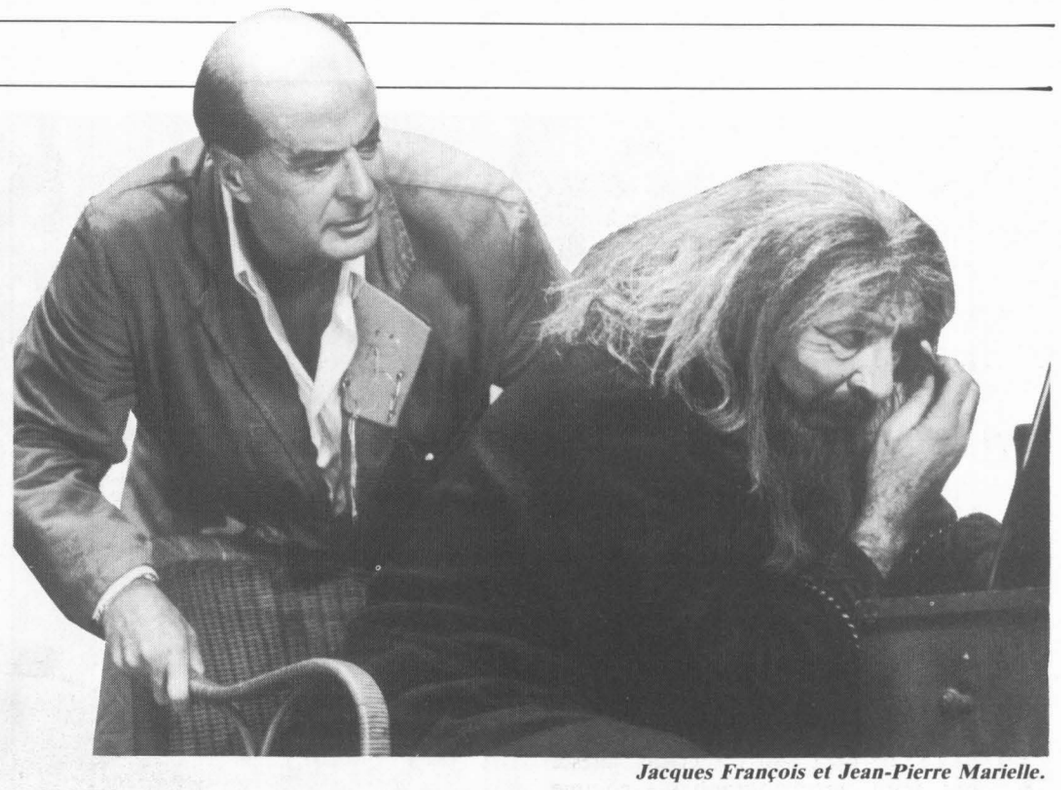
« La Petite Renarde rusée » : Hélène Tattermuschova, Eva Zikmundova, Zdenek Kroupa et autres solistes. Chœurs et Orchestre du Théâtre national de Prague. Direction Bohumil Gregor. 1 coffret de 2 disques Supraphon.

« Taras Bulba » et la suite de « la Petite Renarde rusée ». Andrew Davis. The Toronto Symphony. 1 disque CBS.

Quatuors n°s 1 et 2 : par le Quatuor Gabrielli. 1 disque Decca.

A LIRE

Guy Erismann : « Janacek ou la passion de la vérité ». Musiques/Seuil.



Jacques François et Jean-Pierre Marielle.

THÉÂTRE

De la belle ouvrage

Avec "l'Habilleur" on tient un bon texte, servi par de grands acteurs. Un instant de bonheur

ON peut voir en ce moment à Paris une rareté ! Une pièce dont le sujet est intéressant et dont l'écriture est dense, où les acteurs sont merveilleux, bref une pièce où l'on peut éprouver toute la gamme des sentiments et des émotions qui font une bonne soirée de théâtre : rires, angoisses, et plus tard réminiscences et souvenirs. Mais, allez-vous me dire, on doit se bousculer pour voir cette merveille, eh bien pas du tout, du monde certes et content d'être là mais pas la grande consécration. Encore un mystère de Paris !

Et pourtant « l'Habilleur » de Ronald Harwood (la pièce est jouée simultanément à Londres) contient tous les ingrédients pour faire un grand succès. Le thème, pas très neuf, pourtant, du théâtre dans le théâtre est ici complètement renouvelé. Nous sommes en Grande-Bretagne pendant la dernière guerre. Une troupe disparate d'acteurs shakespeariens s'apprêtent à jouer « le Roi Lear » en dépit des alertes et des bombardements. La « star » de cette troupe d'éclopés et de laissés-pour-compte — les jeunes comédiens sont au front — se fait appeler sir John, comme s'il avait été anobli pour services rendus au grand « Will ». Jean-Pierre Marielle donne une grandeur désespérée et grotesque à la fois à son personnage de cabot tyrannique mais dont l'amour qu'il porte au théâtre le poussera à se surpasser une dernière fois. La scène de la lente transformation du piteux saltimbanque mégalomane en roi Lear est admirable. Nous sommes dans une loge, dans les coulisses et pour une fois nous assistons à l'alchimie savante qui grime un pauvre bougre malade en héros universel.

Son confident, son valet, son habilleur, qui est aussi son miroir, c'est Charles, acteur raté mais vrai pédéraste alcoolique. Jacques François, dans ce rôle périlleux où le risque d'en faire trop est sans cesse frôlé, est éblouissant de drôlerie de persiflage et... d'humanité. On suit avec passion sa performance de funambule épuisé. Tous les autres personnages, archétypes caricaturés de la faune théâtrale, sont très solidement campés. Depuis milady la femme de sir John — enfin de la main gauche puisque nous sommes au théâtre et que tout est faux-semblant — bonne fille, raccommodeuse de chaussettes mais dont le feu sacré commence à s'éteindre, jusqu'à la petite intrigante qui compte sur ses jolies cuisses et son poids plume pour prendre la place et les rôles, de la compagne un peu fanée en passant par le vieux comédien pusillanime dont la vocation se réveille à la faveur d'une doublure. Tous sont de vrais personnages auxquels on croit.

La preuve est une nouvelle fois administrée avec cette pièce — adaptée et mise en scène de façon exemplaire par Stephen Meldegg — qu'un bon texte, servi par de grands acteurs, c'est tout le bonheur du théâtre. Qu'on se le dise !

N.C.

« L'Habilleur » de Ronald Harwood, adaptation et mise en scène de Stephen Meldegg au théâtre de la Michodière.

Une bonne petite brise

Faute de moyens à la mesure de l'oeuvre, le Théâtre en liberté présente une version un peu étriquée, mais bien "aérée" de "la Tempête" de Shakespeare

PAR MICHELLE COQUILLAT

LA force ailée de l'intelligence, opposée à l'impuissante bestialité du corps ; la spiritualité d'un côté, l'animalité de l'autre, c'est cela, sans doute, ce déséquilibre humain qui crée la tempête, qui suscite mille formes de violence. Caliban, le monstre. Ariel, l'esprit. Et au milieu, celui qui a pu dompter l'un et l'autre : Prospero, le Maître. Le Sage. Mais l'effort qu'il a dû faire sur lui-même et sur le monde pour atteindre une telle sagesse, il l'a payé de la perte de son royaume, de la trahison de son frère, de l'ingratitude de ses amis, de la solitude amère sur une île déserte. Leçon que donne Shakespeare et qui est la dernière, puisque « la Tempête » est son œuvre ultime.

Adapter Shakespeare n'est jamais une mince affaire. Un adaptateur veut interpréter, actualiser en donnant à l'œuvre une résonance moderne, la chargeant d'une signification à la fois éternelle et prémonitoire. Jacques Téphany n'a pas échappé à la loi commune, et comme c'est quelquefois dommage ! Souligner des évidences politiques, ramener au médiocre terrain de nos faibles lieux communs quotidiens la vaste et amère réflexion philosophique de Prospero, est se livrer à un jeu un peu puéril et surtout assez dangereux, car le maître d'Ariel et de Caliban n'est rien moins qu'un démocrate, avec son sentiment qu'il faut au roi éclairé dominer la racaille humaine, et à vouloir justifier un peu trop la politique de son propos on est amené à impliquer le contraire de ce que l'on voudrait impliquer. Mais c'est notre pain de chaque jour de ne pouvoir nous élever semble-t-il au-dessus d'ubuesques querelles. Encore y a-t-il dans les mouvements de Trinculo et Stephano, dans la stupide et misérable cour d'Alonso, le roi de Naples, quelque chose d'une certaine comédie politique, dérisoire et sinistre, bien sûr, que Jacques Téphany a rendu souvent avec bonheur.

Pierre Meyrand est un Prospero serein, actif, moqueur, sans les bouillants accès de colère qu'on pourrait lui imaginer, mais vieux, désabusé. Le spectacle de l'amour de Miranda et Ferdinand le satisfait sans l'émerveiller. Il choisit d'être détaché et même n'exprime pas, envers Miranda, l'amour paternel passionné que Shakespeare souvent suggère. Mais tel qu'il est son personnage est convaincant ; il raconte la folie des désirs de puissance et que l'âge apporte la sagesse lorsqu'il s'accompagne de la réflexion et de la solitude, de l'injustice aussi peut-être qu'il faut subir pour la connaître et la démasquer.

Face à l'admiration de Miranda pour l'espèce humaine qu'elle découvre et dont elle célèbre, émerveillée, la beauté, il sait bien, lui, les vices cachés, les mensonges, l'hypocrisie, la convoitise. Tout ce que représente Calivan. Le monstre. Un des personnages shakespeariens les plus frappants et dont Jacques Pieller donne ici une vision nuancée, à la fois grotesque et pitoyable. Il explose littéralement de fiel, de ressentiment, de désirs, mais aussi de naïveté. Il n'est ni réellement ignoble ni terrifiant, mais dépourvu de sens. Quant à Ariel, l'esprit bienfaisant, actif, tendre et aérien, on aurait pu lui souhaiter une interprète plus légère. Arlette Téphany s'attache à rendre de lui l'aspect « abeille » travailleuse, mais elle n'a ni gaîté ni musicalité. Guindée et raide, elle fait penser au serviteur d'Aladin plutôt qu'au chantant et dansant esprit de Prospero.

Cette pièce énorme, à la fois conte philosophique et féérie, pleine d'enchantements, d'esprits invisibles, d'apparitions magiques, de miracles, de tout ce que créent les songes, à la fois sombre et cependant confiante en la vertu possible de l'homme, est une entreprise dramatique qui réclame des moyens énormes. En manquant cruellement, le Théâtre en liberté, choisissant délibérément d'ignorer la magie et gommant tout simplement certains personnages de l'acte IV (Iris, Cérès, Junon), a mis l'accent sur la tragédie de Prospero et la morale allégorique du conte. « La Tempête » alors arrive à se contenter d'un décor sommaire. Le rythme, excellent et rapide, de la mise en scène d'Arlette Téphany, fait le reste. Shakespeare apparaît dans sa force, son humour, sa créativité débridée —, il faut, ici, féliciter l'adaptateur Jacques Téphany de sa verve — et cette ironie désabusée qui font de « la Tempête » à la fois le drame de l'intelligence, mais aussi celui de la sottise humaine. ●

« La Tempête », d'après Shakespeare. Mise en scène Arlette Téphany. Théâtre en liberté. Company Meyrand-Téphany, au Centre culturel de Chelles. En novembre à Creil, Beauvais, Béziers, Perpignan ; en décembre Villeneuve d'Ascq, Denain, Saint-Quentin.

Chronique d'un "mâle-à-l'aise"

Comprendre la (sa) femme dès lors qu'elle échappe à l'alternative sainte ou putain... "La Cité des femmes" de Fellini c'est l'histoire de ce désarroi, de ce "mâle-à-l'aise"

PAR SERGE RICHARD

FAUT-IL une preuve supplémentaire de ce que peut représenter de funeste une foire cinématographique comme celle de Cannes ? Alors qu'on réécoute ou qu'on relise les propos pincés des messieurs-dames de Cannes 1980 à propos du dernier film de ce « has been » de Federico Fellini, les moues en forme de cul-de-poule de la critique installée envers cette pauvre « Cité des femmes ». Faut-il aussi une preuve supplémentaire de la stupidité des modes et du ressac de ces modes ? Alors, qu'on aille affronter de près la puissance et le dépouillement sublime de « De la vie des marionnettes », réalisé par ce Bergman victime depuis plusieurs années de cette contre-mode bien parisienne qui, à son tour, s'est tourné récemment contre Fellini.

Une grande leçon de cinéma

Car pourquoi ne pas le dire d'emblée : en réalité, « la Cité des femmes » est l'égal des plus grandes œuvres de Fellini. Et quelle grande leçon de cinéma que ce brassage gigantesque et profond des rêves, des désirs, des nostalgies et des fantasmes de Fellini, autant dire de l'homme latino-européen et de la civilisation qu'il a construite sur ce qu'il croyait être des « valeurs » universelles ! « La Cité des femmes » vise, en principe, la seule question — infinie — des rapports entre hommes et femmes, mais comment empêcher que l'œuvre d'un grand poète ne s'enrichisse à chaque instant d'une infinité de thèmes ? La solitude fondamentale, les folies du subconscient, les terreurs de l'enfance, l'irrépressible besoin de la tendresse d'autrui, les pièges de la mémoire, tout cela envahit « la Cité des femmes », tout cela qui est l'homme dépouillé de son masque et de ses oripeaux sociaux.

L'argument, on le connaît peut-être déjà : dans un train, le petit bourgeois Snaporaz — c'est-à-dire Mastroianni, c'est-à-dire Fellini lui-même — rencontre une belle inconnue qu'il va suivre, ensuite, à travers la campagne. Mais l'hôtel où il arrive à sa suite est occupé par un congrès de féministes, à l'hostilité desquelles il n'échappe que pour atterrir chez un super-macho Katzone, égoïste, barricadé dans un absurde musée où les photos géantes de ses maîtresses passées s'accompagnent des enregistrements de leurs pamoisons nocturnes en sa compagnie.

Idéal féminin de phallocrate ordinaire

A une fête donnée par Katzone, notre protagoniste rencontre... sa propre épouse, porteuses de toutes ses frustrations et de toute sa solitude. Serait-il donc lui-même un peu Katzone ? On suit alors une sorte d'enquête sur le passé amoureux de Snaporaz, ou comment se formait (se forme) la mentalité amoureuse d'un mâle italien (d'un mâle tout court ?) dans un monde caractérisé par la distribution traditionnelle des rôles entre hommes et femmes. De quoi sans doute fournir bien des circonstances atténuantes à Snaporaz quand, finalement, il comparaît dans le ring-tribunal devant des milliers de femmes. Et s'il se tire sans dommage de cette dernière épreuve, son « idéal féminin » de phallocrate ordinaire se dégonfle — littéralement — comme une baudruche crevée...

Naturellement, ce résumé ne saurait rendre compte du torrent de scènes et d'épisodes qui vous balaie pendant plus de deux heures.

Il serait absurde, alors, de ne retenir froidement, sèchement, que quelques éléments et d'en faire une dissection de type classique, qui relèverait de ce que dénonce volontiers Fellini : ce « tribunal de rationalité qui analyse, diagnostique, ordonne, un traitement contre l'indéchiffrable, contre l'inconscient, notre zone obscure... ».



Sygma

Marcello Mastroianni sur le toboggan de « la Cité des femmes ».



Federico Fellini pendant le tournage.

Ainsi du malentendu né à propos du supposé antiféminisme du film. C'est l'avoir regardé avec de curieuses œillères que de n'avoir vu, dans ce congrès des femmes, que diverses agressivités dont certaines (« tu nous casses les ovaires ») ne sont, d'ailleurs, que l'envers du discours « viril ». Alors que se mêlent aussi là toutes les représentations (insistons sur ce mot) de la féminité, depuis la coquette évaporée jusqu'à la femelle élémentaire (la gardienne de la chaudière), en passant par la féministe qui pleure à l'évocation du bagne ménager et la femme-mère qui s'attache à Snaporaz... Et même celles qui ont choisi l'hostilité du mâle ne sont pas dépeintes plus cruellement, après tout, que le mollasson Snaporaz ou, surtout, que l'odieux Katzone, digne descendant de Casanova, cette marionnette mythomane et aliénée que Fellini avait mise à mal il y a quatre ans.

L'essentiel, pourtant, réside ailleurs : il est clair que les femmes de la cité fellinienne sont moins des êtres réels que la représentation que se fait des femmes Snaporaz-Fellini. Et si cette représentation se nourrit de beaucoup d'ambiguïté, que le spectateur aura à lever, c'est doublement explicable. D'abord, parce que la distinction fondamentale homme-femme ne tient qu'à un dosage d'hormones toujours relatif : « L'homme ne peut pas connaître la femme, parce qu'il est en elle comme le Petit Chaperon rouge errant dans le bois », dit Fellini. Ensuite, parce que cette représentation de la femme est ordonnée par le thème cardinal de « la Cité des femmes » : la mauvaise conscience de l'homme.

Bel et bien féministe

Car, très vite, Snaporaz-Fellini a assuré de sa sympathie respectueuse le congrès de femmes. Mais uniquement par « libéralisme » de bourgeois cultivé, sans chercher à trop comprendre — et pour cause — pourquoi les révoltes, pourquoi les névroses de quelques-unes (celles qui l'agressent), pourquoi la drogue chez d'autres (les adolescentes en voiture). « Pour lui, crie une des congressistes, nous sommes des martiennes. Il ne nous connaît pas... et ne cherche pas à nous connaître ! »

Et c'est vrai. Tout, dans « la Cité des femmes », indique en effet la reconnaissance terrorisée par le protagoniste mâle-à-l'aise, de cette culpabilité : être impuissant à comprendre la femme — et, très directement, « sa » femme — dès lors qu'elle descend du piédestal et sort du stéréotype. Dès lors qu'elle échappe à l'alternative : ou sainte, ou putain. « La Cité des femmes », c'est l'histoire de ce désarroi. A la limite, c'est bel et bien un film féministe.

Bien au-delà de cet aspect de « la Cité des femmes », Fellini nous entraîne dans d'autres univers. Celui de l'essence de la vie, cette obscurité utérine du tunnel où cherche à se réfugier le voyageur Snaporaz quand les personnages de son rêve — les femmes « autres » — débarquent dans son réel : son compartiment. Celui, également, du cinéma, face auquel Fellini ne cesse de s'émerveiller. Celui de la mémoire, lorsque Snaporaz, grâce à un toboggan aux allures de vagin, s'échappe de la chambre conjugale pour plonger vers ses souvenirs. Un « Amarcord » revu par Lewis Carrol, où l'imaginaire (les stars du cinoche de son enfance) occupe autant de place que le réel : la servante indulgente, la prostituée de l'adolescence... Encore des femmes, encore des vagins. Comme si la « possession » — effective ou non — de ces vagins avait la vertu de conduire Snaporaz-Fellini jusqu'à l'asile suprême, au refuge unique : l'utérus de la Mère.

Reste tout ce qui ne peut se raconter ici : l'impudicité superbe du propos de Fellini pratiquement à la première personne, le délire somptueux, le jaillissement continu des images et des idées... Bref, le cinéma. ●

Coll. Fondation Jean Jaurès

La vie d'artiste

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

PROFESSION ACTEUR-CHANTEUR

« Pourquoi vous êtes-vous mis à faire de la musique ? » A cette question, Miles Davis répondit : « Pour ne plus être Noir ! » Les temps ont bien changé. Allez donc demander aujourd'hui au comédien Michel Hermon : « Pourquoi vous êtes-vous mis à chanter ? » Sa réponse sera insolente : « Pour avoir le droit d'être homosexuel ! » Hermon n'est ni une folle ni un provocateur. Il assume ses choix personnels, simplement, courageusement, désespérément. Comme l'ont fait avant lui Jean Genet, Jean-Louis Bory et Pier Paolo Pasolini. C'est-à-dire, qu'il n'a pas honte d'être un « homme à hommes » et qu'il a décidé de le dire en chansons.

On a découvert Hermon-chanteur la saison dernière au cabaret du Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis : « Le sexe me colle à la peau ce matin / le sexe vide / un goût de pourri dans la bouche... » Il vient de sortir son premier disque : « Rue de la Gaité » (Le chant du monde LDX 74 733). En 1981, du 7 au 31 janvier, il chantera à Paris, au Forum des Halles ; et, de février à avril, il partira en tournée avec son récital. En attendant, il revient à sa première passion : le théâtre. Du 28 novembre au 17 janvier, il présente à la Cartoucherie de Vincennes, dans le hangar du Théâtre de la tempête, une pièce qu'il a mise en scène et qui est jouée, entre autres, par Emmanuelle Riva : « Charcuterie fine ». L'auteur s'appelle Tilly. C'est lui qui a cosigné la plupart des chansons de Michel Hermon.

MARIONNETTES

Depuis qu'on a vu Alexandre Dubcek ramasser des feuilles mortes dans un parc de Prague, une plaisanterie circule dans la Tchécoslovaquie tout entière : « Chez nous, la culture la plus florissante, c'est celle des marionnettes. On en fait même pousser dans les allées du pouvoir. » En France aussi, il y a quelques marionnettes dans ces allées-là. Mais, à l'inverse de la Tchécoslovaquie, les troupes de théâtre de marionnettes n'y sont plus tellement nombreuses. Guignol n'est plus prophète en son pays. On n'en appréciera que plus de pouvoir déguster à Vincennes un Festival de la marionnette et du théâtre d'animation (jusqu'au 30 novembre).

Un riche menu pour les enfants de la région parisienne : le Théâtre national de Budapest (Hongrie), le Théâtre de marionnettes de Craiova (Roumanie), le Théâtre des enfants Alfa de Plzen (Tchécoslovaquie), le Théâtre de marionnettes de Ljubljana (Yougoslavie), Elzévir Marionnettes (Suisse), les Marionnettes d'Horacio (Espagne), Marionettendua Bochum (Allemagne fédérale), Opticol figurenbühne Oeffler-Woller (Allemagne fédérale) et les Zygomars (Belgique). Les meilleures équipes françaises sont là aussi : les Marionnettes du Raton-laveur (Paris), les Marionnettes du Jabignol (Paris), le Théâtre de la Biduline (Nantes), les Bacdodoc's (Gennevilliers). Les spectacles sont éclatés sur trois lieux : le Centre culturel, le Théâtre Daniel-Sorano et le Théâtre d'animation Paris-Vincennes-André-Verdun.

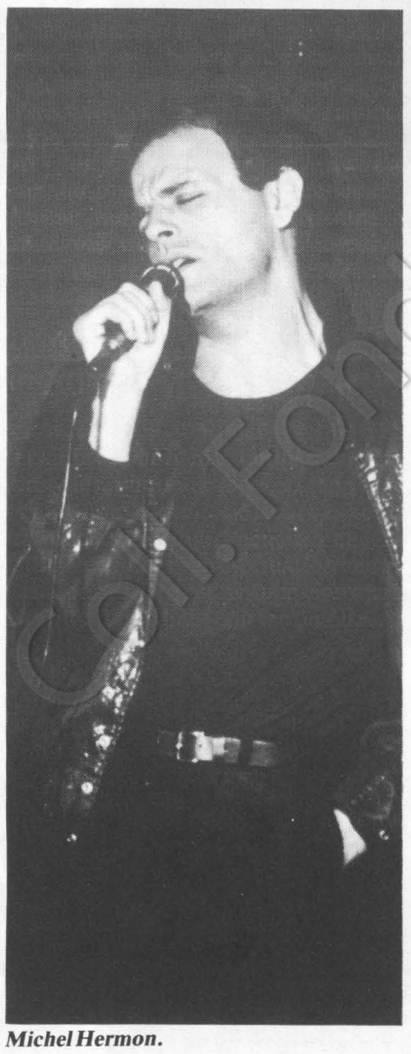
AIMEZ-VOUS BRAHMS ?

François Reichenbach continue à évoquer les grands compositeurs à travers sa série d'émissions « Grâce à la musique » : après Schumann, Schubert, Bach, Chopin, Ravel et Vivaldi, il se penche sur le cas de Brahms, ce 22 novembre, à 20 h 30, sur F.r. 3.

Etes-vous romantique ? Avez-vous envie de connaître le climat de Hambourg, son froid et ses brumes ? Avez-vous le goût d'une époque où vivaient certains Schumann, Schubert et autres Chopin ? Aimez-vous les sœurs Labèque, Katia et Marielle ? Aimez-vous passer d'un concerto à une sonate, sauter d'une variation à une ballade ? Aimez-vous la clarinette et le violon ? Le piano, surtout ? Aimez-vous les danses hongroises ? Et les rhapsodies, même quand le blues n'y est pas ? Et si le blues y était ? Et si Brahms vous flanquait le blues ? En un mot : aimez-vous Brahms ? Alors, laissez tomber le dernier Sagan. Laissez-vous aller : la nostalgie est là. Johannes Brahms vous rend visite. Katia et Marielle sont chez vous pour un long moment. Grâce à Reichenbach. Bonne soirée.

FUGUE MESSINE

Metz 1980 : Neuvièmes Rencontres internationales de musique contemporaine. C'est le seul festival français qui se consacre uniquement à la musique du XXe siècle. Jusqu'au 23 novembre, il présente dix-neuf créations (dont quinze créations mondiales) et vingt-quatre compositeurs venus de sept pays. En vedette : des œuvres de Schnebel, Parmegiani, Monnet et Cage ; une soirée Ars Nova ; la présence d'Olivier Messiaen ; Jean-Claude Pennetier, Jean-Pierre Drouet et Martial Solal ; et l'orchestre philharmonique de Lille. Tous renseignements au (8) 775.14.88.



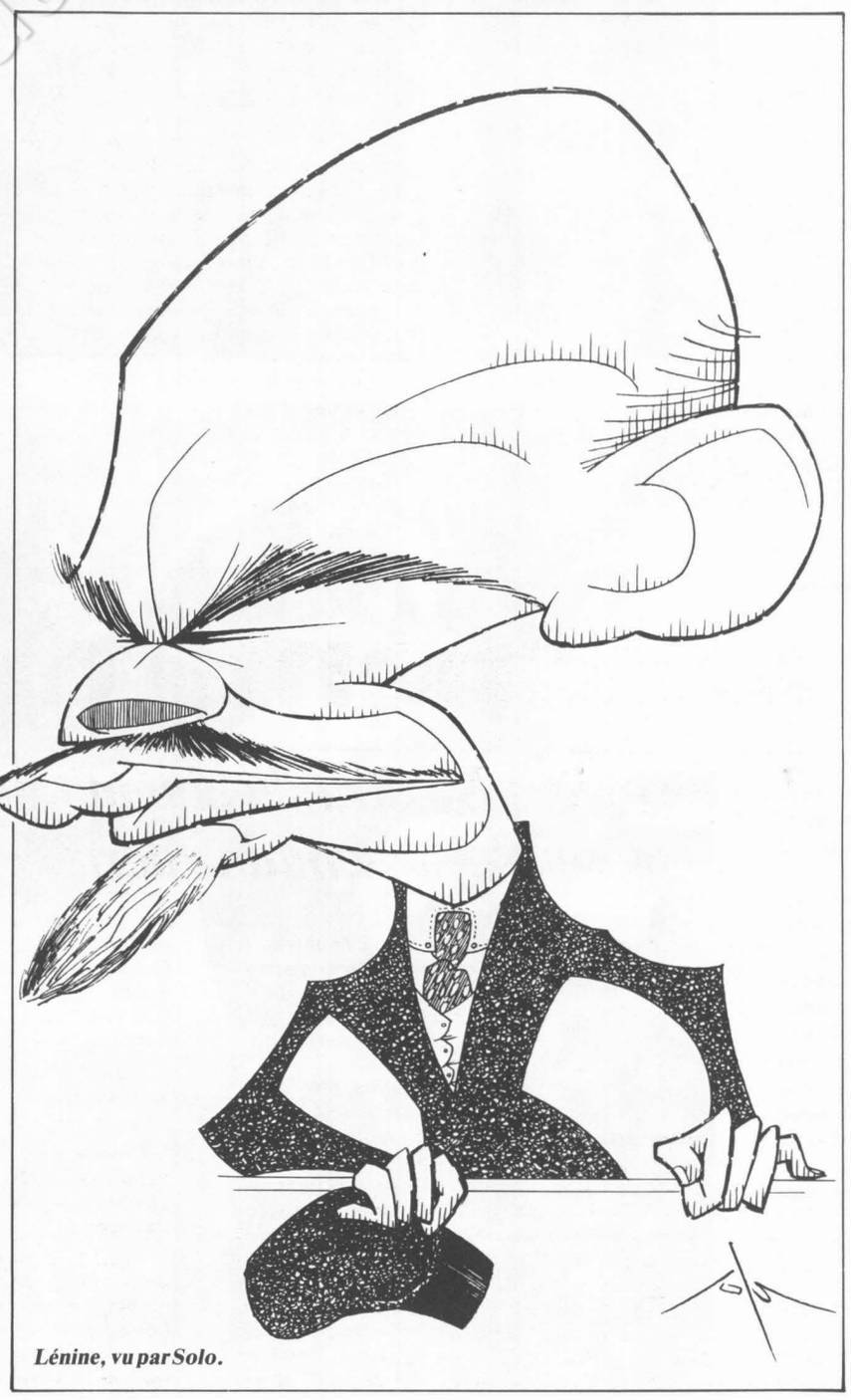
Michel Hermon.

LE CERVEAU DE LENINE

« Le cerveau de Lénine aurait tenu six mois de plus, le sort de la révolution russe aurait été changé ; et peut-être celui du monde. » C'est ce qu'affirme Claude Vermorel dans sa pièce « Lénine ». Il va plus loin : « Il y a quatre-vingt-dix chances sur cent pour que Staline ait hâté la fin de Lénine. Ou, si vous voulez, il y a contre lui un faisceau de présomptions qui enverraient n'importe quel suspect semblable en cour d'assises. » Mais Staline n'est jamais passé ni en assises ni aux aveux. En revanche, il a envoyé des millions de personnes au Goulag, à la mort certaine sans procès ni jugement. D'où l'importance des questions soulevées par le drame de Vermorel.



Katia et Marielle Labèque.



Lénine, vu par Solo.

Cette pièce historique repose sur des témoignages assez nouveaux. Notamment celui du secrétaire de Staline, Boris Bajanov, évadé d'U.r.s.s., toujours vivant, qui corrobore la dernière recommandation de Lénine. Rappelez-vous : « Staline est trop brutal, et ce défaut, supportable dans les relations entre nous communistes, est insupportable dans les fonctions de secrétaire général. C'est pourquoi je propose aux camarades de réfléchir aux moyens de déplacer Staline de ce poste. » A partir de quoi Vermorel démontre qu'il y a bien eu conflit entre Staline et Lénine avant la mort de ce dernier : Trotsky n'avait rien inventé.

« Un conflit de plus en plus accusé, précise Vermorel. Car Staline commençait à favoriser tout ce que Lénine combattait : l'impérialisme grand'russe, la bureaucratie, l'autocratie. Cela ira jusqu'au « Destituez Staline » de sa lettre au congrès, jusqu'au « Examinez si vous préférez que nos relations soient rompues » de sa dernière lettre à Staline. Staline, qui a par la suite fait réécrire l'histoire, maquillant jusqu'aux photos, s'est donné comme le continuateur de Lénine. Et le public occidental, le public de toutes opinions d'ailleurs, a encaissé ces faux pendant cinquante ans. »

Soit. Mais faut-il blanchir Lénine complètement pour la seule raison qu'il aurait été clairvoyant quant au cas de Staline ? Ne faut-il pas aussi remettre en cause certains principes du léninisme, comme certains l'ont déjà fait ? « Lénine », la pièce de Claude Vermorel, a été montée par la Compagnie Claire Maffei. Elle est jouée au Théâtre Montansier de Versailles les 25 et 26 novembre ; à Mantes-la-Jolie les 22 et 23 ; à Clichy les 27, 28, 29 et 30 ; et à Stains les 5, 6 et 7 décembre. Location à la F.n.a.c. et auprès des Fédérations des œuvres laïques des sept départements de la région parisienne.

UN TROMPETTISTE SUR L'ECHIQUIER

Il existe un interprète français qui a vendu plus de trois millions de disques dans le monde, un interprète de musique classique : le trompettiste Maurice André. Il a enregistré Albinoni, Vivaldi, Bach, Haendel, Haydn, Mozart, Telemann, Purcell, etc. Jacques Chancel lui consacre son « Grand échiquier » du 27 novembre, sur Antenne 2. Autour de lui : Claude Bolling, Ruggero Raimondi, Yves Duteil, Marie-Paule Belle, Dizzie Gillespie, André Astier, etc. Ces jours, un disque pour enfants paraît : « Les seize plus beaux Noëls » par Maurice André (Erato 71412). Trois de ses disques d'or seront bientôt dans le commerce : « Bach » (Erato 9228), « Vivaldi-Albinoni » (Erato 9229) et « Telemann » (Erato 9230). En décembre, il reprend la route des tournées : Avignon le 6, Alès le 7, Marseille le 8, Lyon le 9, Strasbourg le 12, Grenoble les 18 et 20, etc. Trompettes de la renommée...

LOISIRS DE LA NUIT

Il existe, en France, près de vingt-cinq mille établissements ouverts au public la nuit, entre 21h et 6h du matin : cinémas, cafés-théâtres, salles de spectacles, bars, restaurants, dancings, etc. Mais comment les trouver ? Comment connaître leur mode de fonctionnement et les « menus » qu'ils offrent ? Aux Etats-Unis, dans le monde anglo-saxon, on trouve une presse spécialisée. Chez nous, rien. Du moins, rien jusqu'en août 1980. Car à cette date une équipe de jeunes journalistes a décidé de combler ce vide et

Coll. Fondation Jean-Jaurès

de lancer « 21 h - 6 h/les Loisirs de la nuit ». Un mensuel.

Le numéro quatre sort ces jours. Il coûte dix francs. C'est un peu le « Gault et Millau » de la nuit. Il couvre tout l'Hexagone. Il concerne trois millions de personnes : c'est le nombre moyens de Français qui se font noctambules au moins une fois par semaine.

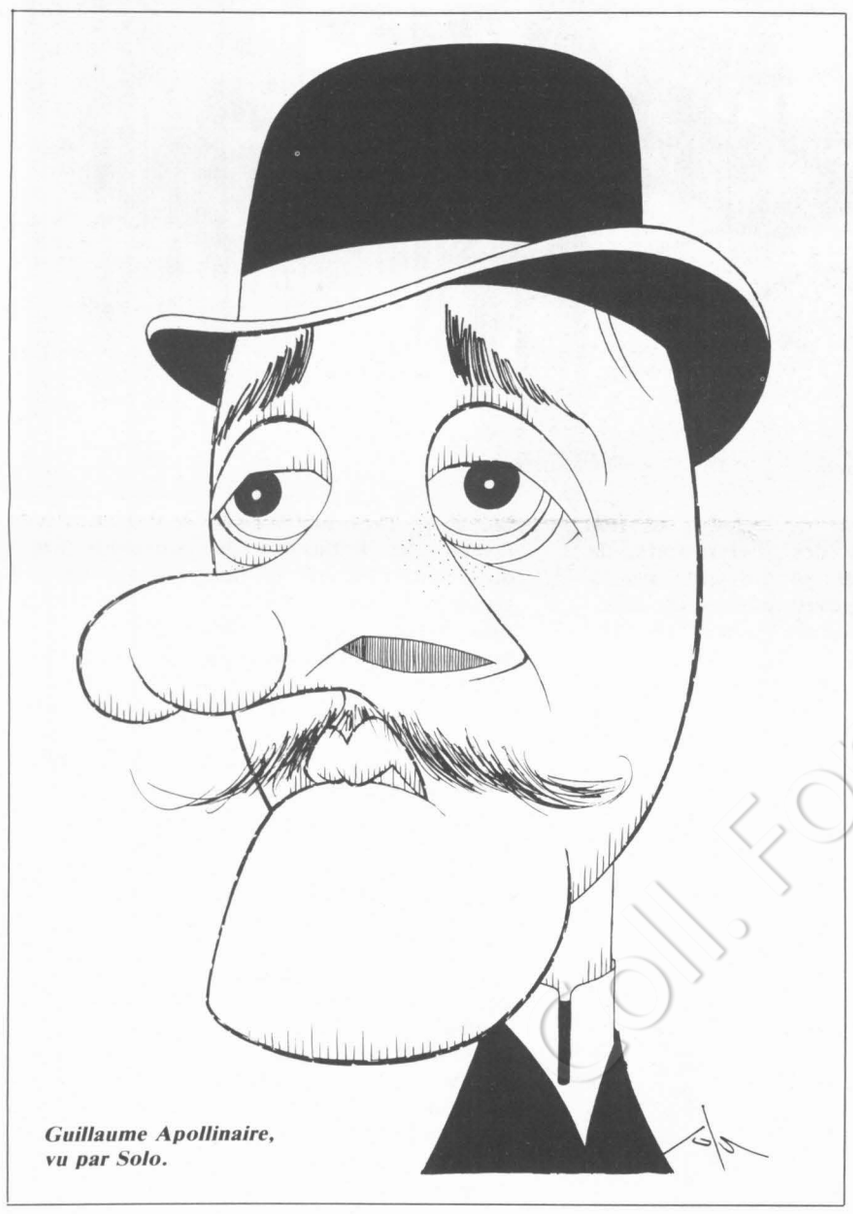
GUILLAUME LE BIEN-AIME

« Il a beaucoup aimé les femmes », s'exclama un jour Aragon à propos de Paul Eluard. Et Guillaume Apollinaire donc ! Sa courte vie fut constamment éclairée par le scintillement des prénoms féminins qu'il chanta : Marie, Annie, Lou, Madeleine, Jacqueline... Le « mal-aimé » fut en fait très aimé. Il l'a avoué : « L'amour a remué ma vie comme on remue la terre dans la zone des armées. » Mais il n'a pas aimé que les femmes. Il s'est aussi passionné pour la peinture, la musique, la poésie, le bien boire et le bien manger. Egal en cela à la devise qu'il s'était choisie : « Tout, terriblement. »

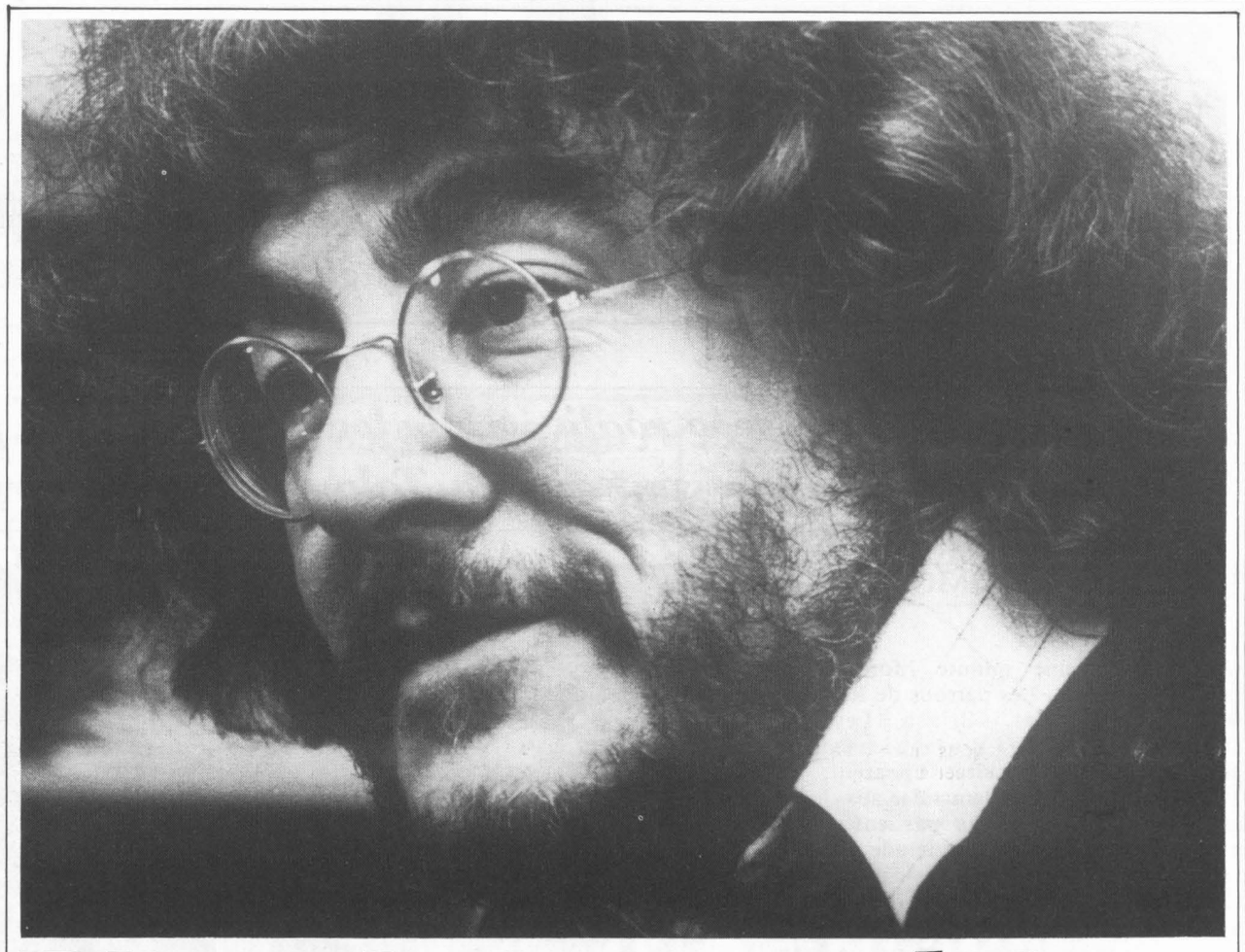
Il a ouvert la voie au surréalisme. Il a défendu et illustré le cubisme. Le premier, il a donné à aimer, dès 1905, Picasso, Braque, Chagall, Picabia, Matisse, Gris, le Douanier Rousseau... Cent ans après sa naissance, on comprend ce qu'on lui doit. On le fête enfin. Un peu partout. Il était temps. Paris s'aperçoit enfin que « l'œuvre » d'Apollinaire ne se résume pas par le seul « Pont Mirabeau ».

Le Salon d'automne, au Grand Palais, célèbre le « Centenaire d'Apollinaire » : deux cent quarante tableaux pour « Apollinaire et les peintres », trois spectacles pour « Apollinaire et la poésie », deux concerts pour « Apollinaire et la musique » ; le tout jusqu'au 30 novembre. Beaubourg n'est pas en reste et présente « Apollinaire et les cubistes », jusqu'au 5 janvier prochain. On réédite, chez Herman, un essai écrit par Apollinaire en 1913 : « les Peintres cubistes ». Michel de Meaulne joue à Sceaux, aux Gémeaux, le 28 novembre, son « Apollinaire le mal-aimé », créé au Festival du Marais en juin dernier.

Le 12 octobre 1907, Apollinaire écrivait : « Il est bon qu'un enfant apprenne dès ses jeunes années les noms des hommes qui sont illustres. » Apprenons le nom d'Apollinaire aux enfants d'aujourd'hui. Allons avec eux au Grand Palais, en chantonnant ces vers d'Apollinaire : « Mets ta jupe en cretonne / Et ton bonnet, mignonne ! / Nous allons rire un brin / De l'art contemporain / Et du Salon d'automne. »



Guillaume Apollinaire, vu par Solo.



Planchon comédien

Le Théâtre national populaire de Villeurbanne, dirigé par Roger Planchon et Patrice Chéreau, est à l'affiche à Paris : il présente à l'Odéon, jusqu'au 11 janvier, deux mises en scène de Planchon, « Athalie » de Racine et « Don Juan » de Molière. Parallèlement, le Théâtre national de Marseille reçoit jusqu'au 6 décembre un autre spectacle signé Planchon : « No man's land » de Harold Pinter ; le même spectacle ira ensuite à Strasbourg, du 11 au 20 décembre. Pour couronner cette fête, Planchon s'offre le luxe de jouer le rôle de Joad dans « Athalie ». Et il tient en réserve six pièces inédites écrites par lui : avis aux amateurs. La saison 1980-1981 serait-elle la saison Planchon ?

Combien nous reste-t-il d'hommes de théâtre de cette trempe, qui soient à la fois auteur, acteur et metteur en scène ? Les années passent, les jeunes montent à l'avant-scène et Planchon demeure unique : homme de spectacle complet. Le sait-on assez ? Peter Stein, le directeur de la Schaubühne de Berlin, un des plus étonnants dramaturges du monde (avec Giorgio Strelher et Dario Fo), l'a avoué récemment : « Planchon est le premier metteur en scène français qui m'a touché. C'était dans les années soixante... »

Roger Planchon, en 1980, va toujours de l'avant. Ne propose-t-il pas deux pièces à la fois, à voir en deux soirées successives ? Brecht et Vilar l'avaient osé, mais personne depuis. Planchon représente en fait un seul spectacle en deux temps : « Athalie-Don Juan ». Une même vision baroque pour Molière et Racine : Planchon défend ce approchement volontaire. Pour lui, les deux pièces tournent autour du même thème : le totalitarisme, le pouvoir absolu et les abus qui s'en suivent. Il avoue cependant que l'accouplement dont il rêvait n'était pas celui-là : « J'aurais aimé présenter « Athalie » avec une pièce inquiétante de Brecht, « la Décision », aussi gênante pour les communistes qu'« Athalie » pour les catholiques. Hélas, la fille de Brecht — et derrière elle, peut-être, les autorités de Berlin-Est — depuis des années, m'en refusent l'autorisation. » On ne peut donc pas plus toucher à Staline aujourd'hui qu'à Dieu et au Roi hier. L'absolutisme se porte bien ! Marchais doit être ravi...

On censure Brecht à l'Est. On coupe les vivres au théâtre en France. L'avenir n'est pas rose, Planchon n'est guère optimiste : « D'un côté, nationalisation sans liberté — les gêneurs à la trappe ! De l'autre, liberté mais application de la loi du profit à l'activité artistique. Je vois quelques bonnes raisons de ne pas parler aujourd'hui d'espérance. »

BOMBARDEMENTS

« L'homme survivra-t-il à sa civilisation ? » C'est autour de cette interrogation qu'Alain Bombard donne actuellement une série de conférences, à l'initiative du service de diffusion artistique et culturelle de la fédération Léo-Lagrange. Bombard fut « naufragé volontaire ». Serons-nous les naufragés involontaires d'un progrès non maîtrisé ? Vaincrons-nous la pollution ? Sauverons-nous notre environnement ? Autant de questions urgentes auxquelles Bombard s'efforce de répondre : « Oui, si... » Il est peut-être encore temps de l'écouter.

Alain Bombard « bombarde » ses interpellations le 21 novembre à Chatenay-Malabry, le 22 à Villiers-le-Bel, le 23 à Nogent-sur-Marne, le 25 à Meaux, le 27 à La Flèche, le 28 aux Ulis et le 29 à Plaisir.

MELODIES RUSSES

Qui connaît la musique vocale russe ? Il s'agit d'un vaste domaine qui, à part quelques pages très célèbres de Moussorgski, n'a été que partiellement exploré. Pour tenter de combler ce vide, France-Culture a passé commande à Tolia Nikiprowetzky d'une série de huit émissions qui constitueront une véritable « Anthologie de la mélodie russe ». Elles seront diffusées du 24 au 28 novembre : entre 17 h 30 et 18 h 30 du lundi au jeudi, et entre 11 h et 12 h du mardi au vendredi. Au programme : les « Chants nationaux » harmonisés par Rimsky-Korsakov, des œuvres de Glinka, Borodine, Dargomijsky, Balakirev, Arensky, Liapounov, Tchéreprine, Glazounov, Moussorgsky, Tchaïkovsky, Rachmaninov, Prokofief et Chostakovitch. A vos cassettes !

Le cinéma du soleil

La première Mostra du cinéma méditerranéen s'est déroulée la semaine dernière à Valencia

PAR GILBERT SANS

LA mode festivalière bat son plein. Le critique professionnel, pourvu qu'il soit attentif et organisé, saura sans peine en faire son profit. En France comme dant toute l'Europe les villes sans « Semaine du cinéma ceci » ou sans « Festival cela » se comptent sur les doigts de quelques mains. Mais quand un nouveau festival de cinéma se crée en pays valencien — autant dire dans l'extrême sud catalan, quelque part au nord de l'Etat espagnol — la signification en devient différente. Il s'agit là de nouvelles municipalités démocratiques en place depuis un peu plus d'une année seulement, après quarante ans de fascisme et d'obscurantisme culturel. Créer ici un événement culturel c'est participer activement au puissant mouvement de récupération historique de la mémoire populaire. C'est aussi lutter sur un terrain spécifique, contre les relents du franquisme toujours présent et consolider idéologiquement les premiers acquis démocratiques dans une société fragile. Le cinéma c'est aussi la vie.

La première Mostra du cinéma méditerranéen s'est déroulée à Valencia la semaine passée, d'abord marquée par une imposante rétrospective de l'œuvre de Luis Garcia Berlanga — l'enfant du pays — encore trop méconnu en France. Tous les films de ce cinéaste majeur (« Bienvenue monsieur Marshall », « Placido », « le Bourreau », « la Poupée », etc.) témoignent de la résistance intellectuelle constante des artistes espagnols face à l'oppression franquiste centraliste. L'arme prioritaire de Berlanga est l'humour, mais un humour grinçant, cruel, à fleur de nerfs, témoignant sur le fond d'une profonde sympathie pour les « petites gens ». On souhaite pouvoir admirer au plus tôt sur les écrans français sa dernière réalisation, « la Carabine nationale », satire féroce dont nul ne réchappe de la société espagnole postfranquiste.

Cette « Primera Mostra » signe également son indiscutable succès en ne se limitant pas à une rencontre d'initiés internationaux.

Chaque jour la fréquentation populaire a été importante : des milliers d'entrées payantes (100 pesetas, environ 6 francs) ont été enregistrées aux caisses.

Le jury — au sein duquel s'étaient opportunément glissés deux Français, Jean de Baroncelli, sérieux comme son journal, et Jean-Pierre Chabrol, vivant comme son œuvre — a su distinguer plusieurs réalisations marquantes parmi lesquelles « Histoire d'Adrien » de Jean-Pierre Denis, premier long-métrage occitan (sortie prévue à la mi-janvier sur les Champs-Elysées, avec des sous-titres français), « I Vechi I Giovanni » de Marco Leto (Italie) et le « Troupeau » de Yilmaz Guney. Seul ce dernier était absent lors de la remise des prix, retenu qu'il était — depuis quatre ans — entre les quatre murs de sa cellule en Turquie. Le cinéma c'est aussi la prison...

L'appartenance, la sensibilité méditerranéenne ne relèvent plus aujourd'hui du simple phénomène folklorique. Elle se reconstruit chaque jour autour d'une réalité multiple et conflictuelle : guerre et paix, peuples et gouvernants, régions et nations. Mais elle existe. Forte de cette assurance culturelle, de cette identité historique commune, la Mostra de Valencia est promise à un bel avenir. Elle peut devenir la grande fête cinématographique annuelle des cultures et des peuples de la Méditerranée. ●

ECONOMIE

Yanotreautoquadesratés !

Inquiets de la percée réalisée par les Japonais, les patrons de l'industrie automobile européenne sont allés à Tokyo juger du péril jaune à quatre roues…

PAR GUY PERRIMOND



Chaîne de montage chez Toyota.

« ENCORE une minute Monsieur le bourreau ! » Les patrons de Renault, Peugeot, Fiat, British Leyland, Volkswagen-Audi, Alfa-Romeo viennent de faire, sans grand résultat apparent, un voyage à Tokyo. Pour demander aux Japonais d'être gentils, de ne pas envahir le marché européen. Car l'inquiétude des présidents des plus grandes firmes européennes de construction automobile est réelle : déjà les Japonais ont mis la main sur 9,1 % du marché communautaire — en un an leurs ventes ont augmenté de 27,6 % — et de ce côté-ci de l'Atlantique on s'interroge pour savoir quand, si aucun frein n'y est mis, les constructeurs japonais détiendront comme aux Etats-Unis le quart du marché. L'important, le révélateur c'est que les spécialistes s'interrogent pour savoir quand et non pas si ou comment.

La démarche européenne — arriver à un accord d'auto limitation des exportations japonaises — peut surprendre. Si officiellement il s'agit d'une rencontre pour « confronter les points de vue », les Japonais ont tout de même obtenu, preuve qu'ils ne sont pas demandeurs, que ce soient les Européens qui se déplacent, pour s'entendre répéter, vraisemblablement, un conseil, « venez vendre chez nous », et une promesse, « nos exportations ne seront pas torrentielles ». Ce qui ne répond pas, de loin, à leur attente.

A vrai dire, les patrons européens n'ont pas eu de chance : à la veille de leur voyage la commission américaine du commerce international en affirmant que la concurrence étrangère n'était pas la cause du marasme de l'industrie automobile américaine, a ôté aux Européens un argument et l'espoir de faire front commun avec les constructeurs yankee. Dès lors, le seul espoir était de voir les Japonais être « raisonnables » et ne pas tenter d'accroître la part du marché européen qu'ils détiennent déjà. Si ce n'est qu'il y a fort peu de raisons pour qu'ils acceptent d'eux-mêmes une telle limitation.

Certes, la France a « réussi » à limiter à 3 % la part du marché national tenu par les constructeurs nippons. L'argument utilisé est d'une grande simplicité : si vous dépassez ce pourcentage nous deviendrons tâtillons. Ce qui en clair veut dire : « Les contrôles techniques seront suffisamment sévères pour limiter à 3 % vos ventes. » Les Japonais ont compris !

Or l'exemple français ne semble pas avoir servi. Les présidents des firmes européennes en dehors d'un front uni apparent — un voyage commun — n'ont pas annoncé de plan concerté, de politique commune. Pourtant, d'expérience, les responsables patronaux savent que les Japonais ont l'habitude de discuter longuement, profitant du temps disponible pour envahir les marchés quitte à reproposer une discussion ensuite. Ce qui fait dire aux économistes : « Il faut les bloquer avant de discuter. » Or l'Europe a quelque difficulté à se mettre d'accord pour « bloquer » : il est difficile d'arriver à une position commune lorsque le taux de pénétration n'est que de 3 % dans un pays et de 30 % dans un autre…

Cette incapacité à élaborer une stratégie commune montre que l'espace économique européen peut devenir le lieu d'une bataille rangée d'où les constructeurs « locaux » ne sortiront pas indemnes.

Car les Japonais peuvent livrer n'importe où dans le monde 25 % moins cher. Déjà le marché africain, qui fut longtemps une chasse gardée française, est mis à mal. Et il est inutile de croire au miracle. Car il n'y a pas de « modèle japonais » socialement acceptable en Europe.

Si depuis 1945 le Japon a réussi à devenir la deuxième puissance économique du monde développé, c'est avec quelques techniques bien connues. Durant de longues années la différence des coûts salariaux a suffi à expliquer ce que l'on a appelé la croissance à la japonaise. Si ces dernières années les écarts de salaires entre ouvriers japonais et européens se sont réduits, le Japon a su, malgré sa dépendance énergétique et en matières premières, maintenir à des taux acceptables son inflation — sauf en 1974 — et sa croissance. Pour cela il lui fallait exporter. Ce qui explique la férocité de la lutte sur les marchés extérieurs, la stratégie — le forcing — des exportateurs japonais. Et l'on retrouve là les différences sociales. Car l'achat de brevets au bon moment, les choix des investisseurs, la structure des firmes ne suffisent pas à expliquer la rapidité avec laquelle les Japonais ont su contourner toutes les difficultés.

C'est aussi dans les habitudes de l'ensemble de la structure sociale, la mystique du travail, les habitudes de consommation, qu'il faut chercher la raison d'une bonne partie des succès japonais. Ce qui explique que, malgré les difficultés prévisibles — hausse du pétrole, évolution de l'économie américaine à laquelle le Japon est fortement lié, coup d'accélération de l'inflation qui n'atteindra pourtant que 8 % en 1980 — le gouvernement japonais a pu chaque fois que cela a été nécessaire adapter la politique économique et sociale aux nécessités. De plans de relance — le dernier date de septembre — en mesures d'austérité, le patronat a su faire « partager » les efforts nécessaires à l'ensemble des salariés. Et aujourd'hui encore une comparaison des revenus et de l'ensemble des avantages sociaux montre où se trouve la clé d'un modèle que l'on ne peut pas tolérer pour notre pays par exemple.



Le « modèle japonais » : difficilement exportable.

Dès lors la « négociation » avec les Japonais implique une volonté clairement affirmée des limites annoncées. Et surtout le « blocage » préalable dont parlent les experts.

Ce qui est curieux dans le sommet automobile de Tokyo, c'est que les constructeurs européens soient partis les mains vides. Ils n'ignoraient pourtant pas que les démarches de la C.e.e., qui avait demandé au Japon de corriger le déséquilibre commercial, s'étaient soldées par un refus poli. En effet, le ministre des Affaires étrangères japonais s'est contenté, face aux Européens lui demandant de mettre un frein aux exportations — le déficit de la C.e.e. vis-à-vis du Japon sera pour 1980 de près de 9 milliards de dollars — de rappeler qu'il conseille aux entreprises japonaises de ne pas exporter certains produits « de manière torrentielle ». Et de proposer aux Européens d'exporter davantage au Japon… Ce qui est une manière polie de dire : « Nous continuerons. »

Alors, que sont allés faire à Tokyo les présidents des grandes firmes automobiles européennes ? Du tourisme ? Certainement pas. Tenter de convaincre les Japonais ? Il y a peu de chances. Gagner du temps ? Peut-être. Prouver aux gouvernements européens qu'il était nécessaire qu'eux aussi se mettent d'accord et que l'Europe institutionnelle prenne une position claire ? Pourquoi pas ? Ou plus simplement se rendre compte, de visu, de ce à quoi arrivent les patrons japonais et de rêver un peu. Là, il y a quelques chances. Mais il n'est pas simple de passer du rêve à la réalité. ●

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52325